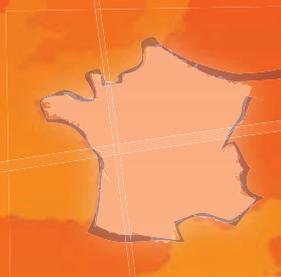


*Présidentielles 2012*  
**Faits et chiffres**



## **Faiblesses et atouts de la France dans la zone euro**

Le défi de la reconvergence ■



**Coe-Rexecode**

**Mars 2012**

Ce dossier a été préparé par l'équipe d'économistes de Coe-Rexecode sous la direction de Gilles Koléda.

**Composition et graphiques**

Les cartes ont été réalisées à l'aide du logiciel « Cartes & Données de chez Artique », au sein de l'équipe statistique par Aurélie Heuzé, les graphiques par Dominique Dalle-Molle. La composition est le travail de Martine Grangé, Françoise Saint-Louis et l'agence Regards Conseil.

# I SOMMAIRE

- 2 | **Éditorial**  
le défi de la reconvergence
- 5 | **La zone euro**  
malade de ses divergences
- 13 | **La France dans la zone euro**  
faiblesses et retards d'adaptation
- 21 | **Reconverger**  
priorité absolue pour la zone euro
- 25 | **Opportunités** et atouts pour la France
- 33 | **Quelques enseignements**  
de ces comparaisons
- 34 | **Annexes**

Tous les chiffres utilisés dans les tableaux et les cartes du dossier sont donnés dans l'annexe à partir de la page 33, qui mentionne les sources statistiques retenues. L'ensemble du dossier est accessible sur Internet sur le site [www.coe-rexecode.fr](http://www.coe-rexecode.fr)

## 2 | Éditorial le défi de la reconvergence

*L'avenir de la zone euro et la politique économique de la France sont au centre des débats sur les projets présidentiels. Pour permettre à chacun d'évaluer la situation de la France dans son environnement européen, Coe-Rexecode a passé les 17 pays de la zone euro au scanner et produit 13 cartes et 9 graphiques ou tableaux particulièrement représentatifs. Ces radiographies précises, complètes et inédites font apparaître les faiblesses de la France, mais aussi les atouts sur lesquels elle peut miser pour réaliser de nouveaux progrès économiques.*

La France a pris une part déterminante dans la fondation et l'évolution de l'Union européenne et de la zone euro. La construction européenne n'a pas toujours avancé, mais elle n'a jamais régressé. Il est bon de rappeler que cette union d'Etats est régie par le principe communautaire : tout se décide en principe ensemble, exceptées quelques décisions à la majorité qualifiée et certaines compétences, comme les tarifs extérieurs, qui ont été déléguées à l'Union. En revanche, ce qui n'est pas délégué explicitement demeure du ressort des Etats. Les dépenses publiques, la fiscalité et les lois sociales en relèvent ainsi toujours. C'est ce qui explique que les politiques menées

individuellement par les pays de la zone euro dans ces domaines fondamentaux aient fait naître, au fil du temps, de profondes divergences qui menacent aujourd'hui la croissance et même, au-delà, la cohésion de l'Union Monétaire.

Alors que l'objectif initial de l'instauration de l'euro était d'intégrer et de faire converger les pays européens, il s'avère que l'euro a donné lieu à des divergences durables, négligées aussi longtemps qu'on les a crues sans conséquences concrètes. L'euro a même nourri l'illusion trompeuse que la contrainte budgétaire et la contrainte extérieure avaient disparu. Le choc de la crise mondiale

a fait voler en éclat ces chimères. Il a brutalement mis au jour les dangers que font peser des divergences de finances publiques et de compétitivité au sein d'une même zone monétaire.

Même la France, pourtant pays fondateur de l'euro, n'a pris conscience que tardivement des devoirs qu'impliquait la monnaie unique. Elle n'a pas profité de la conjoncture mondiale favorable du début des années 2000 pour rétablir l'équilibre de ses comptes publics. Elle a engagé une politique restrictive du travail et de l'offre productive, au moment où l'euro exigeait, au contraire, de renforcer sa compétitivité. Elle a privilégié le

soutien de la demande alors que la contrainte de l'offre industrielle limitait la capacité de croissance du pays.

Les cartographies et les données mises en perspective dans ce document font clairement apparaître les lignes de fracture qui se creusent entre les territoires nationaux. La ressemblance des cartes de la compétitivité, des coûts, des déficits, de la dette, de la désindustrialisation et du chômage est particulièrement frappante.

La France est encore loin de se trouver dans la situation périlleuse de certains Etats périphériques. Elle occupe souvent une position intermédiaire, entre un groupe de pays d'Europe du Nord (dont l'Allemagne) et certains pays d'Europe du Sud (dont l'Italie et l'Espagne). Ses dérives peuvent cependant faire craindre qu'elle ne s'approche dangereusement

de ce second groupe. La France affiche des faiblesses et des retards d'adaptation structurels, c'est un fait. Mais elle dispose aussi de puissants atouts : une démographie dynamique, un taux d'emploi et une durée du travail faibles qui offrent un potentiel élevé de croissance et de pouvoir d'achat, un Etat dont la crédibilité financière demeure très forte. Certaines des faiblesses passées peuvent devenir de réelles opportunités, à condition bien sûr que les réformes nécessaires soient poursuivies, amplifiées et menées à leur terme.

Notre conviction est qu'une nouvelle avancée dans l'intégration européenne, autour du cœur historique de l'Europe, constitue la voie la plus souhaitable pour l'avenir économique de la zone euro. Cette nouvelle avancée ne peut se faire que dans la confiance réciproque. L'objet du nouveau Traité est de rétablir cette confiance en fixant des règles

strictes. Son application effective est la première condition du retour à une croissance durable pour tous.

La France et l'Allemagne sont les premiers garants de la zone euro. La « reconvergence » des économies française et allemande n'est pas une mode, mais un enjeu vital pour l'Europe et le seul chemin possible vers une sortie de crise. Toute hésitation, a fortiori toute divergence, ne ferait que relancer la crise européenne et prolonger le marasme économique. Il appartient aux deux pays « piliers » de l'euro d'œuvrer ensemble vers cette reconvergence. C'est leur responsabilité.

Pour la France, cela consiste d'abord en la nécessité de rétablir ses équilibres financiers et de renforcer sa compétitivité.

**Michel DIDIER**



## La zone euro malade de ses divergences

La zone euro, dans sa globalité,  
ne présente pas de déséquilibre majeur  
par rapport aux autres grandes régions du monde \_\_\_\_\_ **6**

Une fragmentation géographique qui coïncide  
largement avec les écarts économiques \_\_\_\_\_ **7**

Les différences entre les taux de rendement  
des obligations des Etats se creusent \_\_\_\_\_ **8**

Les soldes des échanges extérieurs,  
symptômes des écarts de compétitivité \_\_\_\_\_ **9**

Des niveaux de déficits publics très disparates  
entre les Etats de la zone euro \_\_\_\_\_ **10**

Un risque d'explosion des dettes publiques  
(en % du PIB) si les niveaux de déficits actuels  
se maintenaient inchangés \_\_\_\_\_ **11**

## La zone euro, dans sa globalité, ne présente pas de déséquilibre majeur par rapport aux autres grandes régions du monde

Déficit public, balance des paiements courants, taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant et taux de chômage de la zone euro, des Etats-Unis, du Japon et de la Chine (en %)

	Zone euro	Etats-Unis	Japon	Chine
Déficit public, en % du PIB	-4	-10	-9	-2
Balance des paiements courants, en % du PIB	-1	-3	+4	+5
Taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant	+0,6	+0,6	+0,7	+10
Taux de chômage	9	6,8	4,5	nc

Le déficit public est celui de l'année 2011. La balance des paiements courants est celle de l'année 2010. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume par habitant est celui de la période 2000-2010. Le taux de chômage est le taux de chômage moyen sur la période de 2005-2011. nc : non comparable

Nous comparons quatre grandes zones économiques mondiales : la zone euro, les Etats-Unis, le Japon et la Chine. Il en ressort trois conclusions principales.

Un clivage en matière de croissance est très marqué entre la Chine en émergence (10 % par an) et les trois régions développées. Cela n'est pas une surprise. Moins connu est le constat que les taux de croissance moyens du PIB en volume par habitant au cours de la décennie 2000-2010 ont été presque identiques (environ 0,6 % par an) pour la zone euro, les Etats-Unis et le Japon. En termes de croissance, la zone euro n'est donc pas « en retard » par rapport aux Etats-Unis.

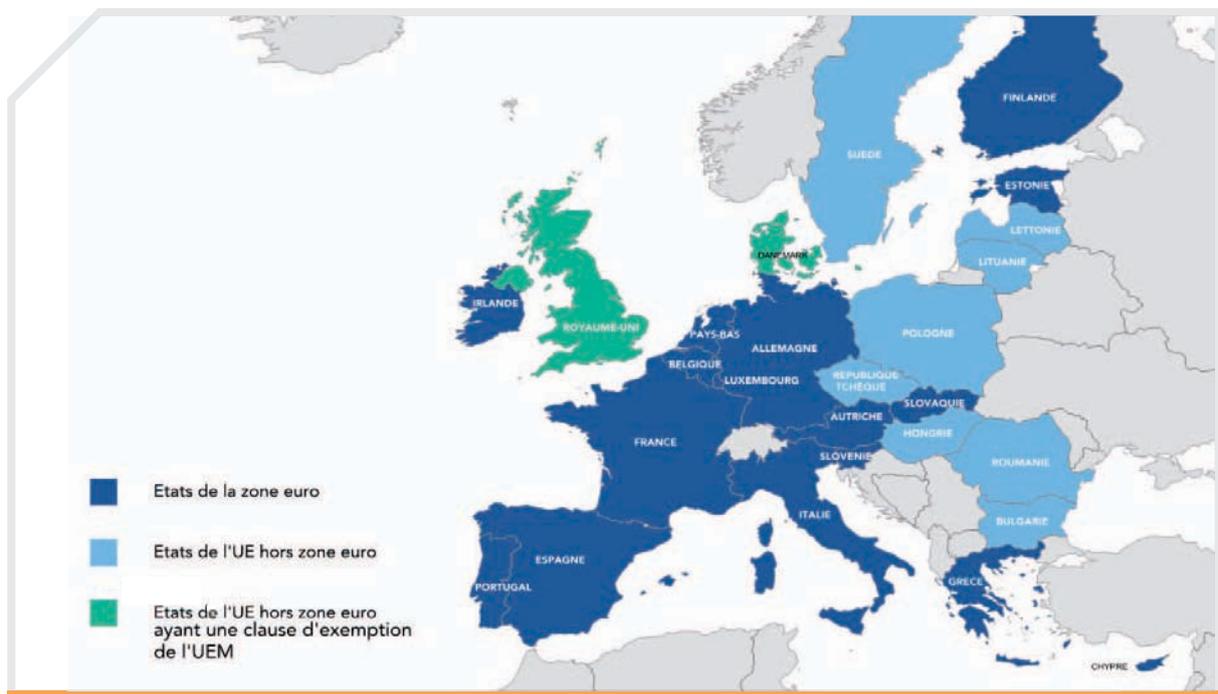
La zone euro est globalement la plus équilibrée sur le plan financier. Elle est à peu près à l'équilibre des

paiements extérieurs, alors que les Etats-Unis ont un fort déficit et que le Japon et la Chine présentent de forts excédents courants (malgré des mouvements de change très divergents entre l'euro, le dollar et le yen). Quant au déficit public global de la zone euro, il est moitié moins élevé que celui des Etats-Unis et du Japon, et il tend à se réduire plus rapidement que celui des Etats-Unis.

La principale « anomalie » européenne concerne le chômage. Pour un même taux de croissance tendanciel par habitant, la zone euro a en moyenne deux fois plus de chômeurs que le Japon et 30 % de plus que les Etats-Unis, bien que la population en âge de travailler augmente aux Etats-Unis près de trois fois plus vite que dans la zone euro. **L'efficacité du marché du travail en Europe est loin d'être optimale et doit donc être clairement interrogée.**

## Une fragmentation géographique qui coïncide largement avec les écarts économiques

Pays membres de la zone euro  
[situation au 1er janvier 2012]



L'Union Européenne compte actuellement 27 pays pour une population totale de 455 millions d'habitants. Son PIB total est de 12 300 milliards d'euros en 2010. C'est la première puissance économique mondiale. La France représente 14,6 % de la population de l'Union européenne et 13,8 % de sa superficie.

La zone euro (Union Economique et Monétaire) compte actuellement 17 pays et 330 millions d'habitants, soit les deux-tiers de la population de l'Union Européenne (moins de 5 % de la population mondiale). Le PIB de la zone euro atteint 9 200 milliards d'euros en 2010, soit 75 % du PIB de l'Union européenne et 19 % du PIB mondial.

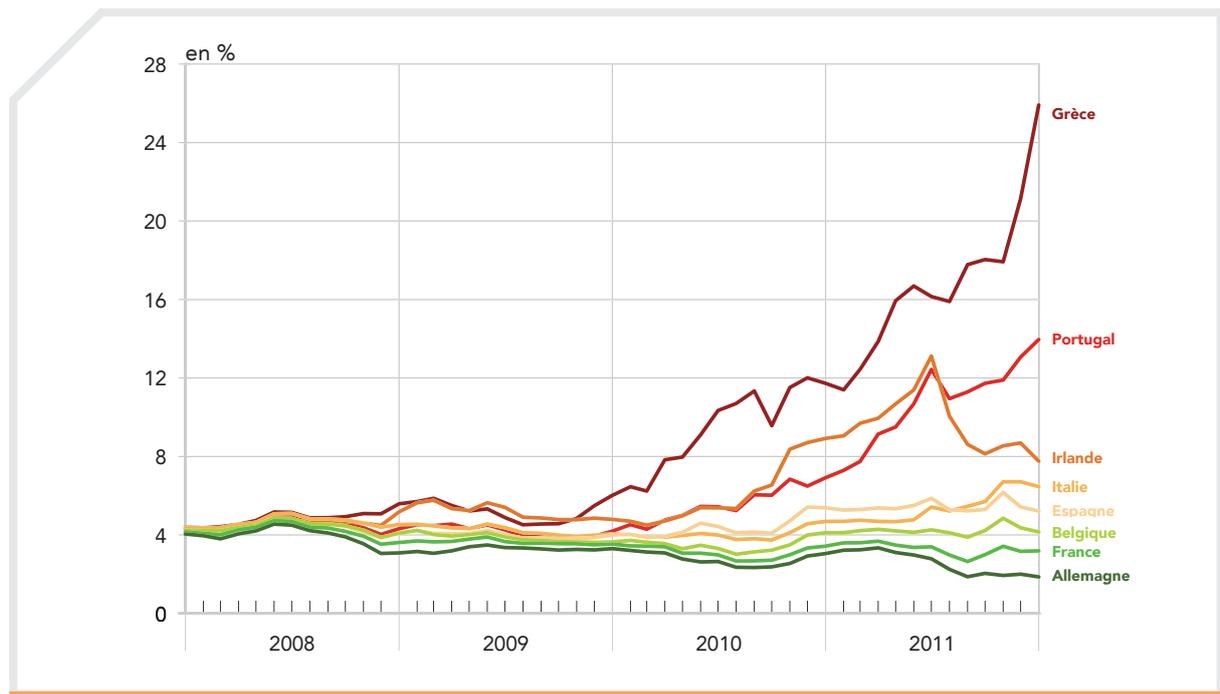
La zone euro est une construction inachevée. La Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la République

tchèque, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et la Suède ont signé le traité de Maastricht et ont vocation à intégrer un jour la zone euro. Le Royaume Uni et le Danemark ont, en revanche, obtenu une dérogation au Traité de Maastricht concernant leur adhésion à la zone euro.

Un coup d'œil sur la géographie de la zone euro suffit pour constater une fragmentation géographique entre les pays qui la composent. Les six pays fondateurs de l'Union Européenne forment le « cœur » de la zone euro. Les autres membres sont géographiquement plus « périphériques » et quelquefois disjoints géographiquement. **Les positions géographiques des pays de la zone euro coïncident en général assez bien avec leurs divergences économiques et financières actuelles.**

## Les différences entre les taux de rendement des obligations des Etats se creusent

Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (2008-2012)



Nous n'avons pas tracé la courbe des Pays-Bas qui se confond presque avec celle de l'Allemagne.

Au début de l'année 2009, les taux de rendement des obligations d'Etat à dix ans des pays de la zone euro étaient très proches. Ces taux se sont écartés depuis. Pour comprendre la signification de ces écarts, prenons le point de vue de l'épargnant qui place son épargne en bons d'Etat. S'il achète des bons de l'Etat allemand à dix ans, avec le rendement actuel de 1,9 %, dans dix ans son placement sera devenu 120. S'il achète par exemple des bons italiens, son placement sera devenu 170. Pourtant, beaucoup d'investisseurs préfèrent aujourd'hui acheter des bons allemands.

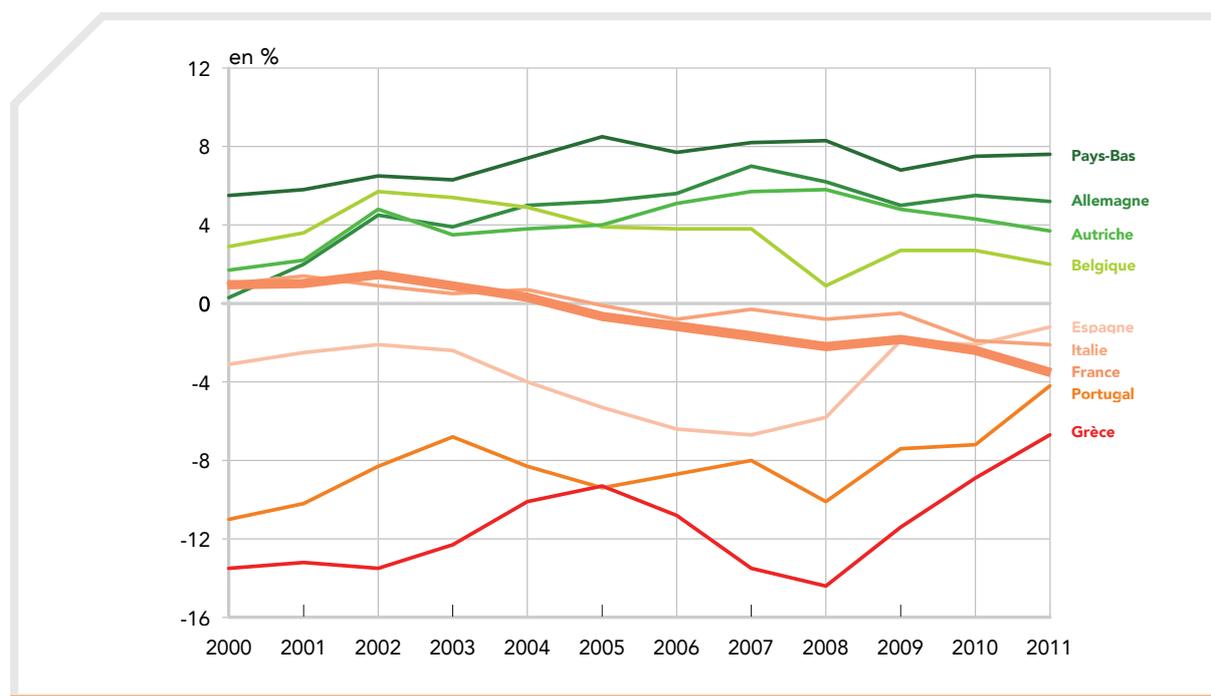
L'explication est qu'ils craignent (à tort ou à raison) soit que l'Etat italien ne rembourse pas la totalité de sa dette, soit que l'« euro italien » perde un jour de sa valeur par rapport à l'« euromark ». Cela veut dire qu'ils n'écartent pas la possibilité d'un retour aux monnaies nationales. Ces écarts

de rendement sont représentatifs de ce qu'on appelle la « crédibilité » des Etats (ou des dettes « souveraines »).

Les cas grec, portugais et irlandais illustrent des situations extrêmes où l'Etat ne trouve plus preneur sur les marchés pour ses obligations. Pour éviter un défaut de paiement qui le contraindrait à stopper toute dépense, il doit demander de l'aide aux autres Etats. C'est ce qui est arrivé à ces trois pays. Cette assistance implique des plans d'équilibre budgétaire car les aides financières demandées ne sont consenties qu'en contrepartie de ces plans. La France est loin de ces situations extrêmes, mais les épargnants l'ont un peu écartée de l'Allemagne (le même placement en obligations françaises donnerait 134 dans dix ans). **Pour la viabilité de la zone euro, dont la France et l'Allemagne sont ensemble les principaux garants, il est aujourd'hui crucial de mettre fin à l'écart France-Allemagne.**

## Les soldes des échanges extérieurs, symptômes des écarts de compétitivité

Soldes des échanges extérieurs de biens et services en points de PIB pour des pays de la zone euro (2000-2011)



Le solde des échanges extérieurs de biens et de services reflète l'insertion du territoire dans les échanges mondiaux. Les pays les plus déficitaires, comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, sont aussi ceux qui rencontrent aujourd'hui des difficultés financières. La réduction des déficits de certains de ces pays dans la période récente (Grèce et Portugal depuis 2008, Espagne en 2011) ne doit pas faire trop illusion, elle résulte surtout de la récession économique.

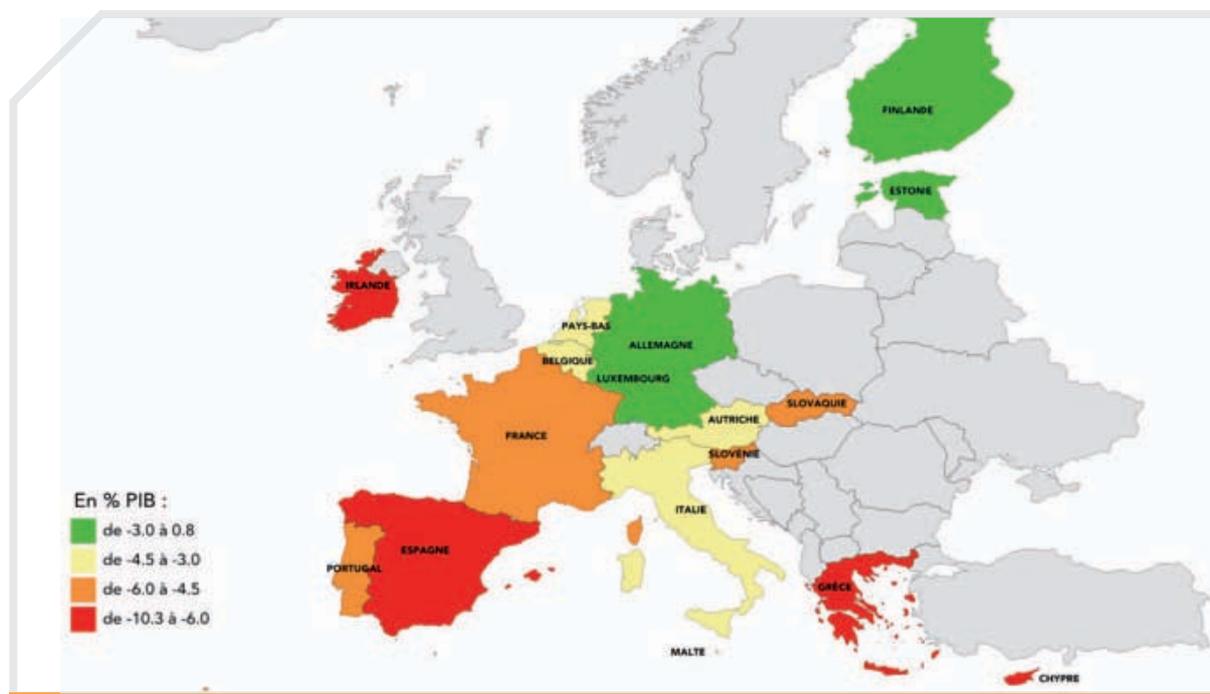
Les pays les plus excédentaires sont les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique. La Finlande, dont nous n'avons pas tracé la courbe pour une raison de lisibilité, a connu une orientation à la baisse continue de

son solde des échanges extérieurs au cours de la décennie 2000, mais celui-ci demeure encore à l'équilibre en 2011.

La France présentait un excédent commercial au début de la décennie 2000. Cet excédent a disparu à partir de 2005 et il a maintenant fait place à un déficit croissant qui dépasse (en % du PIB) celui de l'Espagne et de l'Italie, et approche même celui du Portugal. L'écart entre le solde français des échanges extérieurs de biens et services et ceux des pays excédentaires (notamment de l'Allemagne et des Pays-Bas) s'est donc creusé au cours de la dernière décennie. **Cet écart croissant entre les soldes extérieurs est une des manifestations de notre perte de compétitivité.**

## Des niveaux de déficits publics très disparates entre les Etats de la zone euro

### ■ Déficit public en % du PIB en 2011



Dans treize pays membres de la zone euro, les déficits publics ont dépassé l'an dernier 3 points de PIB, seuil maximum acceptable selon le Pacte de Stabilité et de Croissance. Parmi ces 13 pays, trois ont même un déficit public (exprimé en points de PIB) supérieur à deux fois le seuil de Maastricht : la Grèce (-8,9 %), l'Espagne (-8,5 %) et l'Irlande (-10,3 %). A l'opposé, l'Allemagne (-1,3 %), la Finlande (-1,0 %), le Luxembourg (-0,6 %) ont un déficit inférieur à 3 % du PIB et l'Estonie connaît même un excédent budgétaire (+0,8 %).

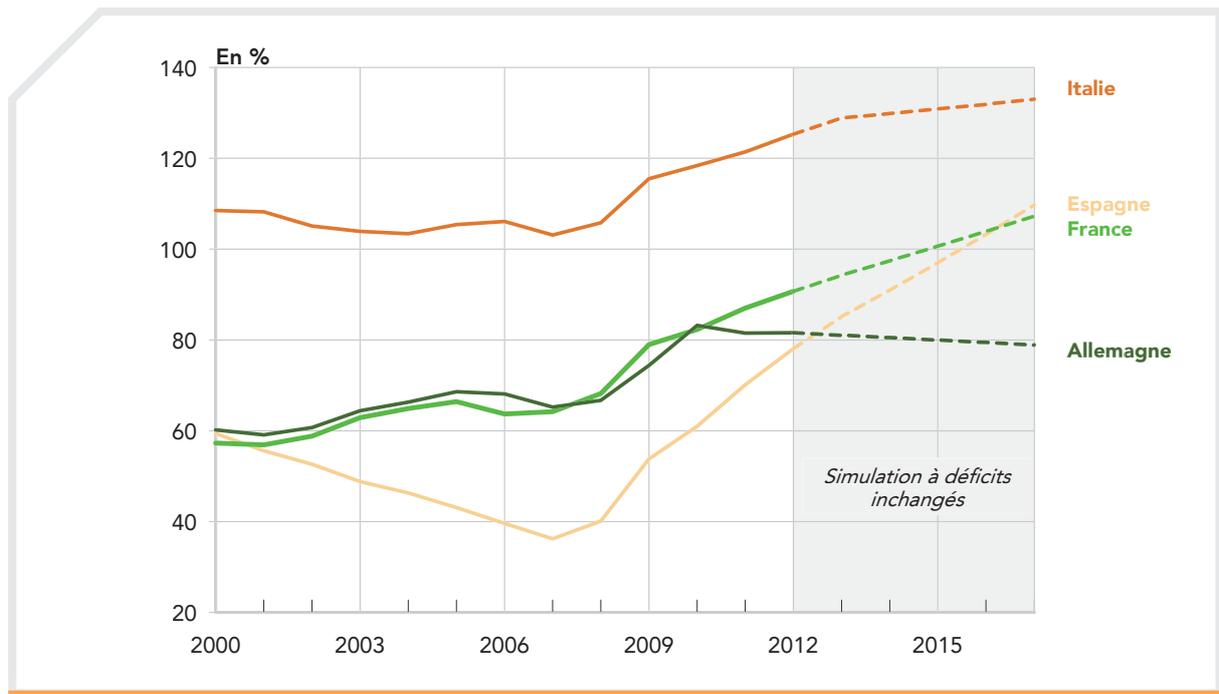
Avec un déficit public qui a atteint 5,4 % du PIB en 2011, la France est dans une situation budgétaire préoccupante, à un degré qu'on l'on pourrait qualifier d' « intermédiaire » entre les deux groupes de pays précédents.

Il faut aussi souligner que le déficit public de l'ensemble des administrations publiques (Etat, Collectivités locales et régimes sociaux) est en France excessif alors que le taux des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations obligatoires rapportés au produit intérieur) est déjà l'un des plus élevés d'Europe (voir page 18). Ce contraste s'explique par le poids des dépenses des administrations publiques dans le PIB, de loin le plus élevé d'Europe.

**Réduire en priorité nos dépenses publiques permettrait de ramener la France vers la moyenne de la zone euro en termes de déficits.**

## Un risque d'explosion des dettes publiques (en % du PIB) si les niveaux de déficits actuels se maintenaient inchangés

### ■ Dette publique (en % du PIB)



Le graphique ci-dessus retrace l'évolution de la dette publique (en % du PIB) entre 2000 et 2011, puis anticipe la dynamique de ces ratios si les niveaux de déficits publics atteints en 2012 devaient se maintenir au cours des prochaines années. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une prévision, mais d'une simulation visant à illustrer les menaces que portent les tendances actuelles. Nous n'avons retenu que les quatre principaux pays de la zone euro.

Jusqu'en 2011, les poids des dettes publiques française et allemande dans le PIB étaient très proches. L'Italie est en revanche, depuis plus de vingt ans, bien au-dessus des niveaux allemands et français et elle se maintient à une distance à peu près constante d'eux en raison du poids de la dette ancienne (mais elle est en excédent budgétaire). L'Espagne, qui est sensiblement au-dessous la France et l'Allemagne, s'en rapproche rapidement. La partie en pointillés montre le niveau

qu'atteindraient les dettes souveraines si les déficits actuels se prolongeaient durablement (c'est-à-dire dans l'hypothèse théorique où le niveau de déficit en point de PIB en 2012 demeurerait constant jusqu'en 2017). Dans ce cas, les grands pays de la zone euro se verraient entraînés dans une dynamique de divergence croissante de leurs dettes, situation incontrôlable et probablement incompatible avec le maintien d'une monnaie unique. On comprend la gravité de ces menaces pour la stabilité de la zone euro et la nécessité d'infléchir fortement les tendances.

On voit que la divergence des taux de rendement des dettes, illustrée à la page 8, qui reflète la valeur de ces dettes sur les marchés, s'explique moins par le niveau actuel des dettes que par les menaces de divergences que les déficits font peser sur les Etats pour l'avenir. **C'est la raison pour laquelle il est incontournable de réduire rapidement les déficits.**



## La France dans la zone euro faiblesses et retards d'adaptation

Le plus fort recul des parts de marché  
à l'export de la zone euro \_\_\_\_\_ **6**

Les coûts salariaux unitaires français s'orientent  
vers ceux des pays en difficulté \_\_\_\_\_ **15**

Le poids de la dépense publique française est  
le plus lourd de la zone euro \_\_\_\_\_ **16**

La désindustrialisation a frappé la France durement \_\_\_\_\_ **17**

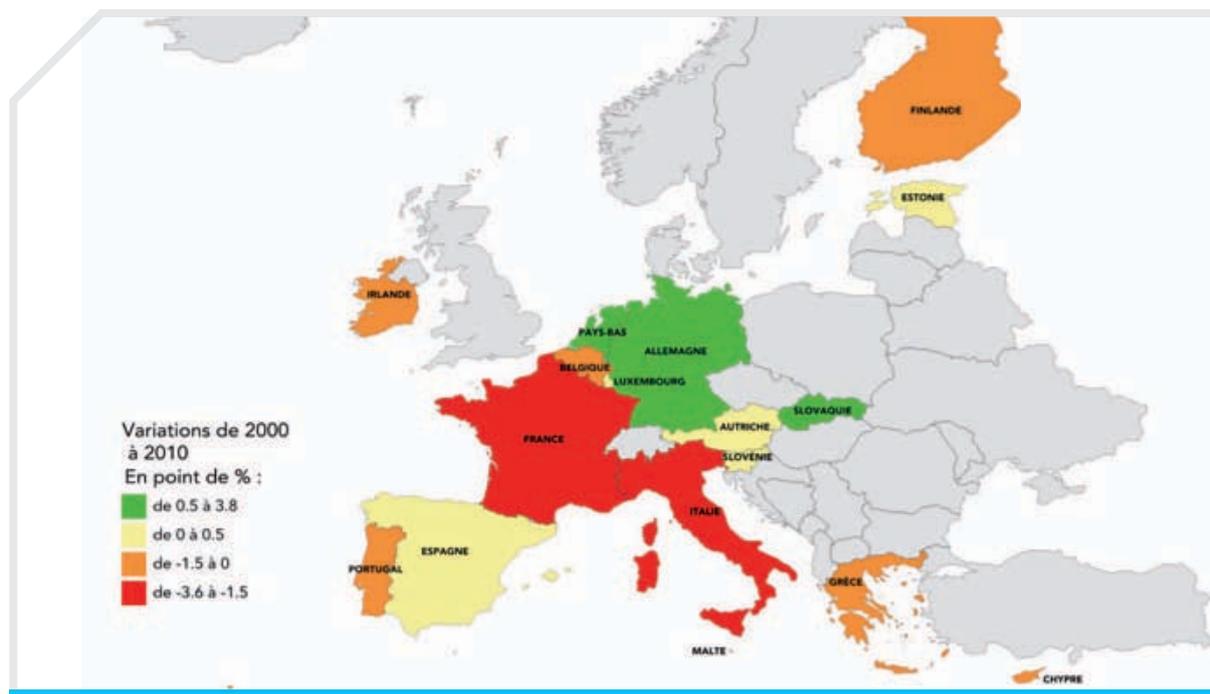
La part de la valeur ajoutée industrielle française  
est désormais parmi les plus faibles de la zone euro \_\_\_\_\_ **18**

Le taux de chômage est à un niveau intermédiaire  
parmi les pays de la zone euro \_\_\_\_\_ **19**

Le pouvoir d'achat du PIB par français est  
dans la moyenne de la zone euro \_\_\_\_\_ **20**

## Le plus fort recul des parts de marché à l'export de la zone euro

Evolution de la part des exportations de biens et services en valeur dans les exportations totales de la zone euro



La « part de marché », c'est-à-dire la part des exportations d'un pays dans le total des exportations mondiales ou dans le total des exportations des pays de la même zone économique, est un indicateur significatif de la compétitivité. L'évolution de la part de marché française est comparée, sur la carte ci-dessus, à celle des autres pays de la zone euro.

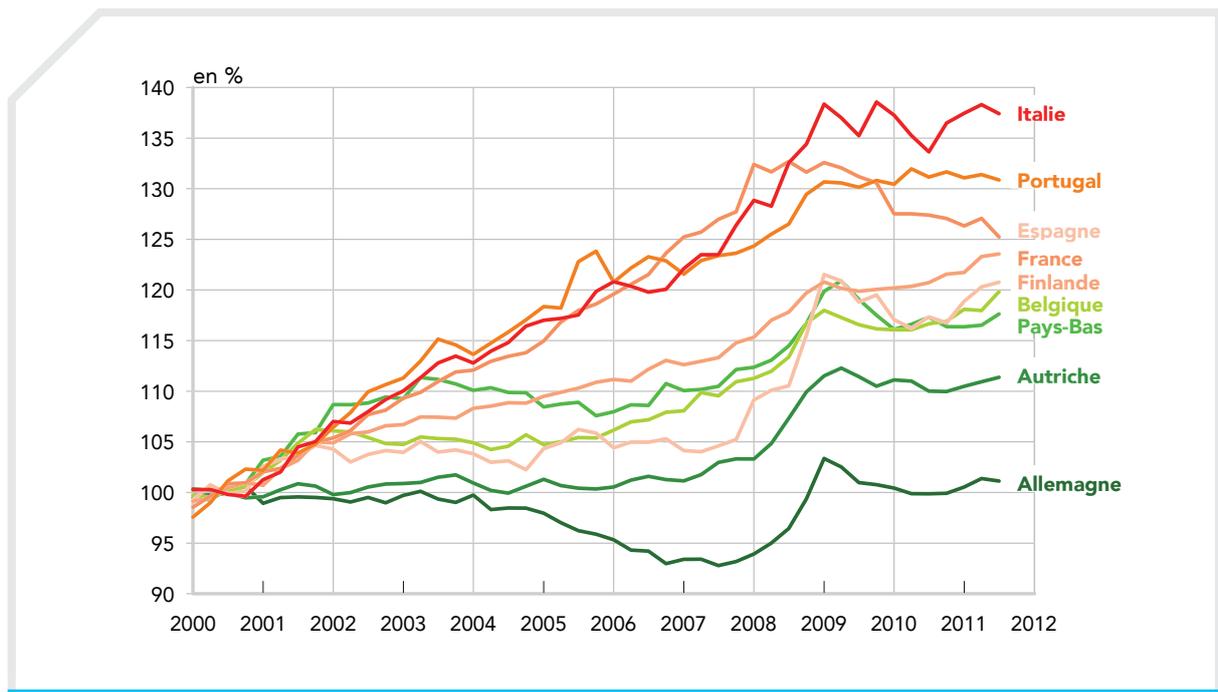
Entre 2000 et 2010, les parts de marché du Portugal, de la Grèce, de la Belgique et de la Finlande dans la zone euro ont légèrement diminué. Celles de l'Espagne ou de l'Autriche ont légèrement augmenté. La part des exportations allemandes de biens et de services en valeur dans le total des exportations de la zone euro a augmenté de 3,6 points. La part de marché de l'Italie a diminué de 1,8 point.

Dans le monde, la part de marché de la France diminue comme celle de la plupart des pays développés. Cette baisse résulte de la montée en puissance des pays émergents dans le commerce mondial et n'est pas, en soi, inquiétante.

Plus préoccupante est la baisse de la part de marché de la France au sein de la zone euro. Entre 2000 et 2010, la part de marché de la France a diminué de 3,5 points. C'est le plus fort recul des pays de la zone euro. Or, chaque point (1 % du total des exportations de la zone euro) représente environ 38 milliards d'euros. **L'écart entre la France et l'Allemagne s'est ainsi creusé d'environ 250 milliards d'euros en dix ans, soit 13 % de notre PIB.**

## Les coûts salariaux unitaires français s'orientent vers ceux des pays en difficulté

Coûts salariaux unitaires dans le secteur marchand non agricole pour plusieurs pays de la zone euro



Les coûts salariaux unitaires sont à l'échelle macroéconomique ce qu'est le prix de revient salarial à l'entreprise. On calcule ces coûts en rapportant l'évolution du coût horaire de la main d'œuvre à celle de la productivité horaire du travail. Si le coût salarial unitaire augmente plus vite dans un pays que chez ses concurrents, ou bien la hausse du coût est répercutée dans les prix et le pays perd en compétitivité-prix, ou bien elle ne l'est pas et le pays risque de perdre en compétitivité hors prix car il n'a plus les moyens d'investir.

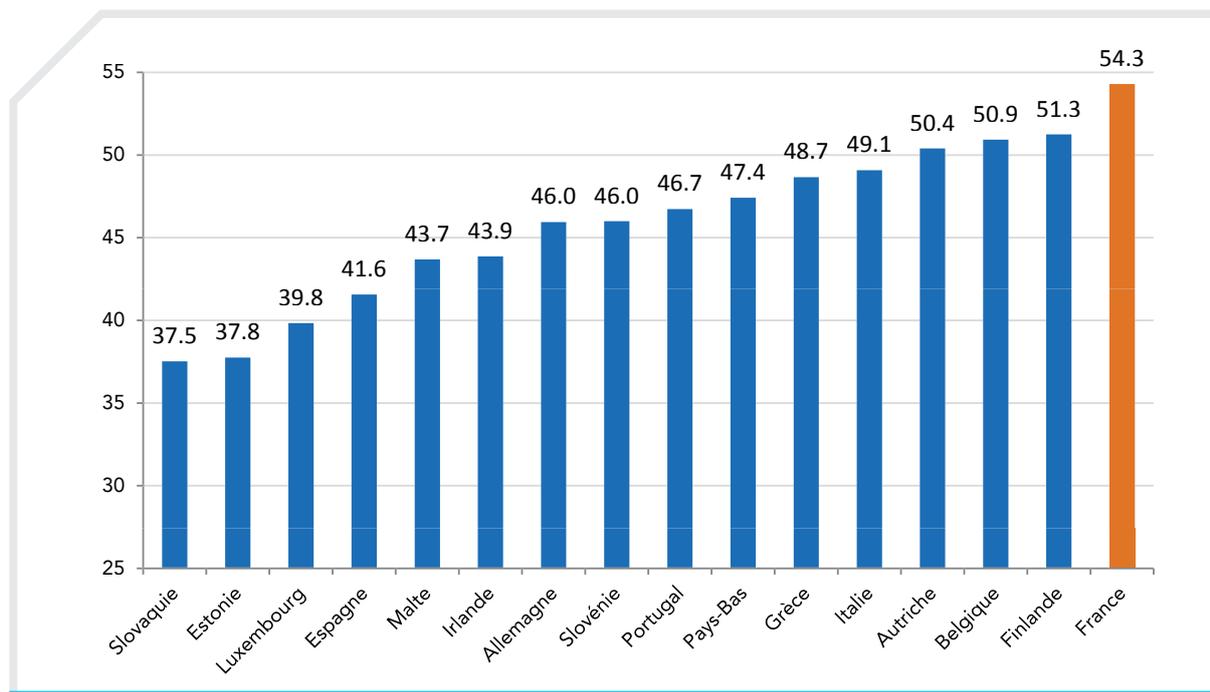
Les pays du sud de la zone euro ont connu, entre 2000 et 2010, une augmentation très forte de leurs coûts salariaux unitaires (Italie : +37 %, Grèce : +36 %). L'Allemagne, et dans une moindre mesure l'Autriche, connaissaient en revanche des progressions faibles, presque nulle pour l'Allemagne qui a mené une politique de compétitivité rigoureuse.

La France enregistre une hausse de 19 % de ses coûts salariaux unitaires. Cette hausse est sensiblement supérieure à celle de l'Allemagne. On notera que la récession a imposé aux pays en difficulté une stagnation ou un recul de leurs coûts salariaux. La France est relativement épargnée mais elle s'est approchée des pays qui sont aujourd'hui en difficulté financière.

On observe aussi depuis dix ans que les pays dont les coûts salariaux unitaires progressent le plus rapidement sont aussi le plus souvent ceux dont les parts de marché à l'exportation au sein de la zone euro reculent. **Certains pays se trouvent même acculés aujourd'hui à des baisses de salaires, avec toutes les conséquences sociales que cela implique. Ce n'est pas le cas de la France.**

## Le poids de la dépense publique française est le plus lourd de la zone euro

■ Dépenses publiques en pourcentage du PIB (moyenne 2005-2010)



Un niveau de dépense publique élevé est souvent considéré comme un handicap pour la compétitivité. Le prélèvement public pèse sur les coûts et réduit le revenu disponible pour la consommation, l'investissement et l'exportation.

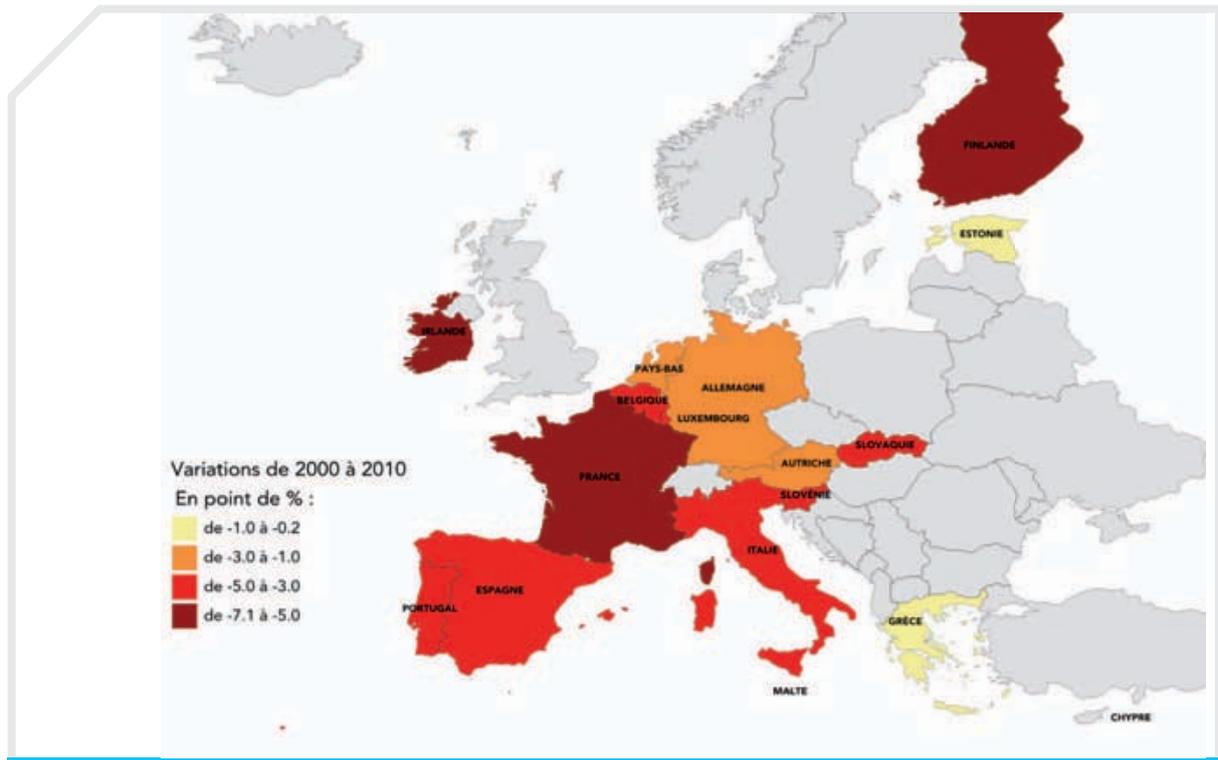
Ce jugement doit certes être nuancé en fonction de l'usage qui est fait de cette dépense publique. On peut en effet imaginer qu'une production insuffisante de biens collectifs ou une redistribution trop faible s'avère nuisible à l'efficacité productive. Mais, pour des pays comparables, les écarts de dépenses publiques s'expliquent difficilement. Nous avons retenu ici la moyenne sur cinq ans (2005-2010)

pour éviter de donner un poids trop important à une seule année. Le poids des dépenses publiques (en pourcentage du PIB) en France est le plus élevé de l'ensemble des pays de la zone euro : 54,3 % pour la moyenne 2005-2010.

La France est suivie d'assez loin par l'Autriche, la Belgique et la Finlande (entre 50 et 51 % du PIB). En Allemagne, le poids de la dépense publique était de 46 % du PIB, soit 8 points de PIB de moins que le poids de la dépense publique en France. **L'écart France-Allemagne rapporté à notre économie représente plus de 150 milliards d'euros, soit une fois et demi notre déficit public total.**

## La désindustrialisation a frappé la France durement

Evolution de la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB entre 2000 et 2010



On mesure ici la désindustrialisation au cours de la période 2000-2010 par l'évolution de la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB. La carte illustre les vitesses de désindustrialisation des pays.

Entre 2000 et 2010, dans la zone euro prise dans son ensemble, le poids de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB est passé de 19,2 % à 15,5 % (soit un recul de 3,7 points de PIB).

En France, la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a perdu 5,2 points (ce qui représente plus de 100 milliards d'euros). Cette diminution ne résulte pas d'une croissance exceptionnelle des secteurs non industriels mais du fait que de 2000 à 2010, la part

industrielle du PIB a reculé d'environ un tiers. C'est une évolution sans précédent historique qui constitue un handicap pour l'ensemble de l'économie. Le poids de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a diminué dans l'ensemble des pays de la zone euro, mais à un rythme beaucoup moins marqué.

La désindustrialisation constitue une menace pour la croissance future. Environ 85 % de l'effort de recherche privée est en effet réalisé dans l'industrie. Plus la base industrielle se réduit, moins le pays dispose d'atouts pour soutenir la recherche appliquée, générer des progrès techniques et contribuer à l'expansion des autres secteurs de l'économie. **Perte de compétitivité et désindustrialisation s'entraînent mutuellement comme dans un cercle vicieux.**

## La part de la valeur ajoutée manufacturière française est désormais parmi les plus faibles de la zone euro

■ Part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB en 2010



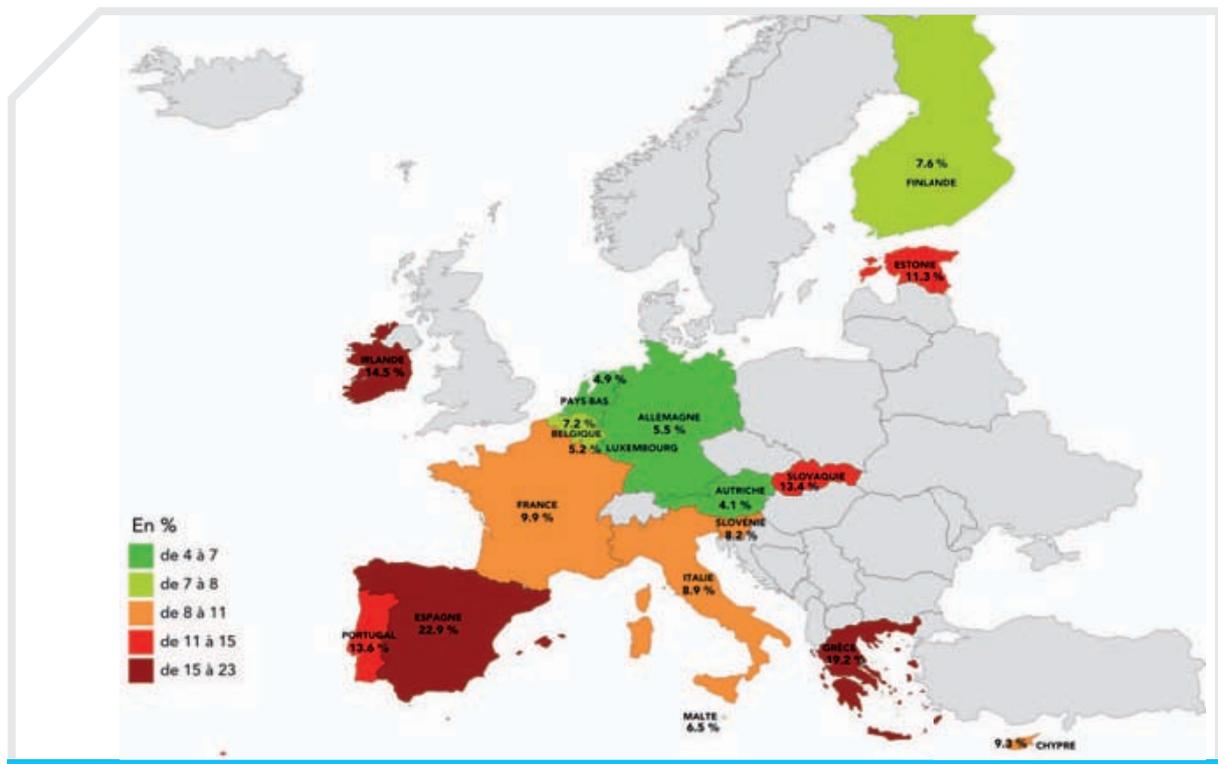
La carte représente la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB des pays de la zone euro en 2010. C'est le résultat actuel des années de désindustrialisation. Il s'agit comme dans la carte précédente de la valeur ajoutée produite par les établissements industriels implantés sur le territoire (quelle que soit la nationalité de l'entreprise-mère) rapportée au PIB.

Le poids de l'industrie manufacturière est faible en Espagne et au Portugal (poids de la valeur de l'industrie manufacturière dans le PIB respectivement de 12,1 % et 11,8 %) ainsi qu'en Belgique et au Pays-Bas (13,1 % et 11,9 %), mais il demeure plus élevé dans ces pays

qu'en France. L'industrie manufacturière a, en revanche, conservé une place relativement importante en Italie (la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière y représente 15 % du PIB). L'Allemagne est, parmi les pays les plus importants de la zone euro par leur taille et leur population, le pays qui a conservé la place la plus importante de son industrie manufacturière dans le PIB (le poids de l'industrie est de 18,7 % du PIB). En euros, la valeur ajoutée de l'industrie allemande (464 milliards d'euros en 2010), est plus de deux fois et demi la valeur ajoutée de l'industrie française. **La France est désormais le pays de la zone euro dont la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB est la plus faible (9,3 % en 2010).**

## Le taux de chômage est à un niveau intermédiaire parmi les pays de la zone euro

### Taux de chômage harmonisé fin 2011



Le taux de chômage mesure la part de la population active qui est sans emploi, et en recherche un, dans la population présente sur le marché du travail (celle-ci représente en France 71 % de la population totale âgée de 15 à 64 ans).

Le taux de chômage français a augmenté, comme dans la plupart des autres pays, après la récession. Le taux de chômage en France était fin 2011 de 9,9 %, niveau légèrement moins élevé que celui de la moyenne de la zone euro (10,4 % en décembre 2011).

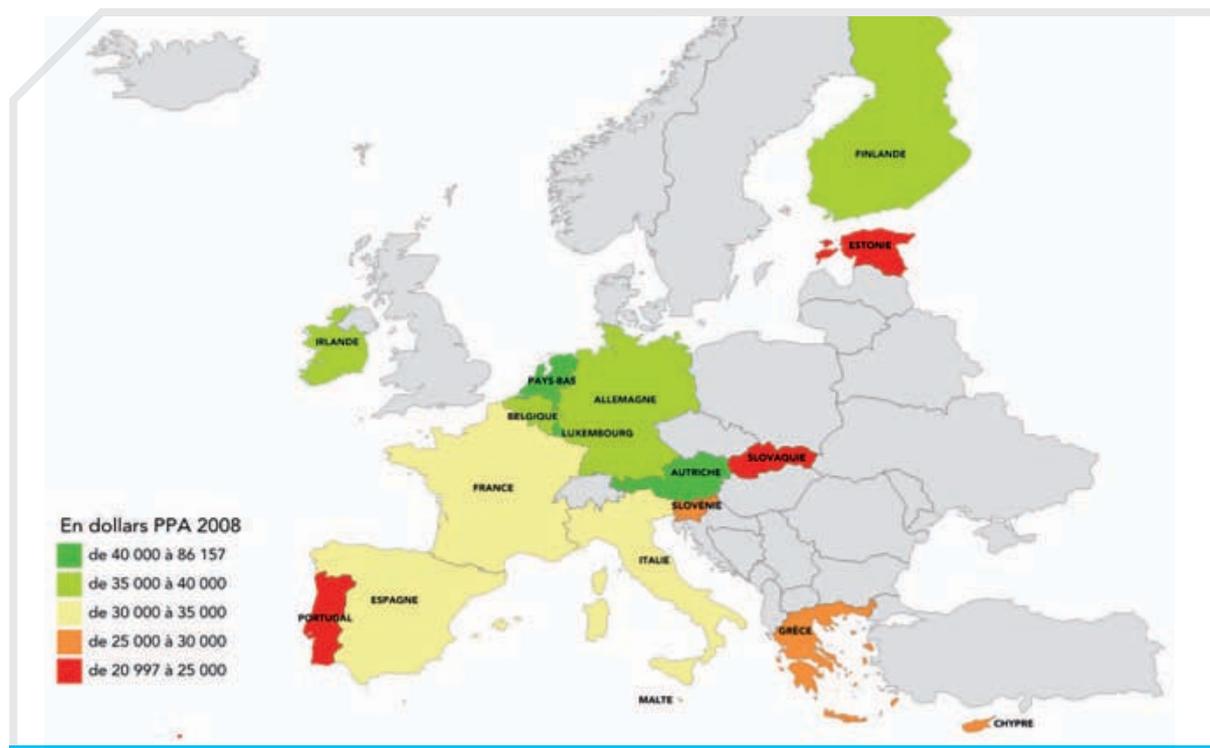
Certains pays européens affichent des hausses bien plus élevées. Ce sont par ailleurs les pays

dont les déficits, dettes publiques et taux d'intérêt ont fortement divergé du reste de la zone euro. A l'automne 2011, le taux de chômage atteignait 19 % en Grèce, 23 % en Espagne, 13 % au Portugal et 15 % en Irlande.

En revanche, dans d'autres pays, principalement ceux qui ont maintenu ou renforcé leur compétitivité et maîtrisé leurs déficits, le taux de chômage est bien moindre (5,5 % en Allemagne, 4 % en Autriche et 4,9 % aux Pays-Bas), soit environ deux fois moins élevé qu'en France. **Une baisse du taux de chômage est possible en France. Il faut pour cela que le marché du travail soit plus efficace.**

## Le pouvoir d'achat du PIB par français est dans la moyenne de la zone euro

■ PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat pour l'année 2011



Un indicateur classique du niveau de création de richesse des pays est le PIB moyen par habitant, c'est-à-dire le PIB divisé par la population totale. Il mesure la valeur créée par le pays rapporté au nombre d'habitants, et par conséquent la valeur partageable.

Deux populations qui ont le même PIB disposeront toutefois de pouvoirs d'achat différents si le prix moyen des produits est plus élevé dans l'un des deux pays. C'est pourquoi les organisations internationales calculent des indices de parité de pouvoir d'achat qui représentent l'échelle des niveaux moyens de prix entre pays (voir tableau en annexe). Nous divisons ici le PIB par habitant par l'indice moyen de prix pour obtenir un « pouvoir d'achat moyen par habitant » (ou PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat).

En 2010, les pays membres de la zone euro présentaient des différences marquées en matière de PIB par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat, c'est-à-dire corrigé des écarts des niveaux de prix. Le Portugal, l'Estonie et la Slovaquie ont un PIB par habitant inférieur à 20 000 euros ppa 2010 (la Slovaquie et l'Estonie ont rejoint relativement tardivement l'Union européenne et la zone euro). L'Allemagne, la Belgique, la Finlande, l'Autriche et l'Irlande ont un PIB par habitant compris entre 28 000 et 32 000 euros ppa 2010, les Pays-Bas et le Luxembourg ont un PIB par habitant supérieur à 32 000 euros. **La France a, comme l'Italie et l'Espagne, un PIB par habitant inférieur à 28 000 euros. La France se situe donc à un niveau intermédiaire en termes de pouvoir d'achat du PIB par habitant.**



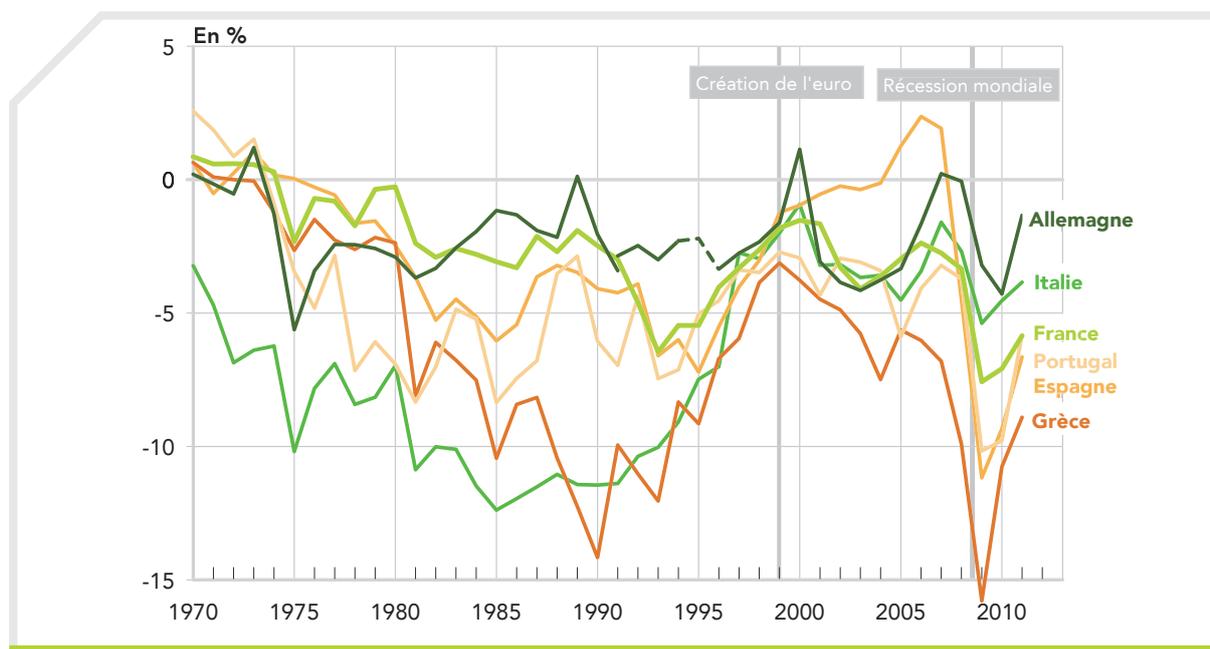
## **Reconverger** priorité absolue pour la zone euro

Mettre fin aux déficits excessifs, c'est possible \_\_\_\_\_ **22**

Restaurer rapidement la crédibilité des Etats \_\_\_\_\_ **23**

## Mettre fin aux déficits excessifs, c'est possible

### ■ Déficit public en % du PIB (période 1970-2011)



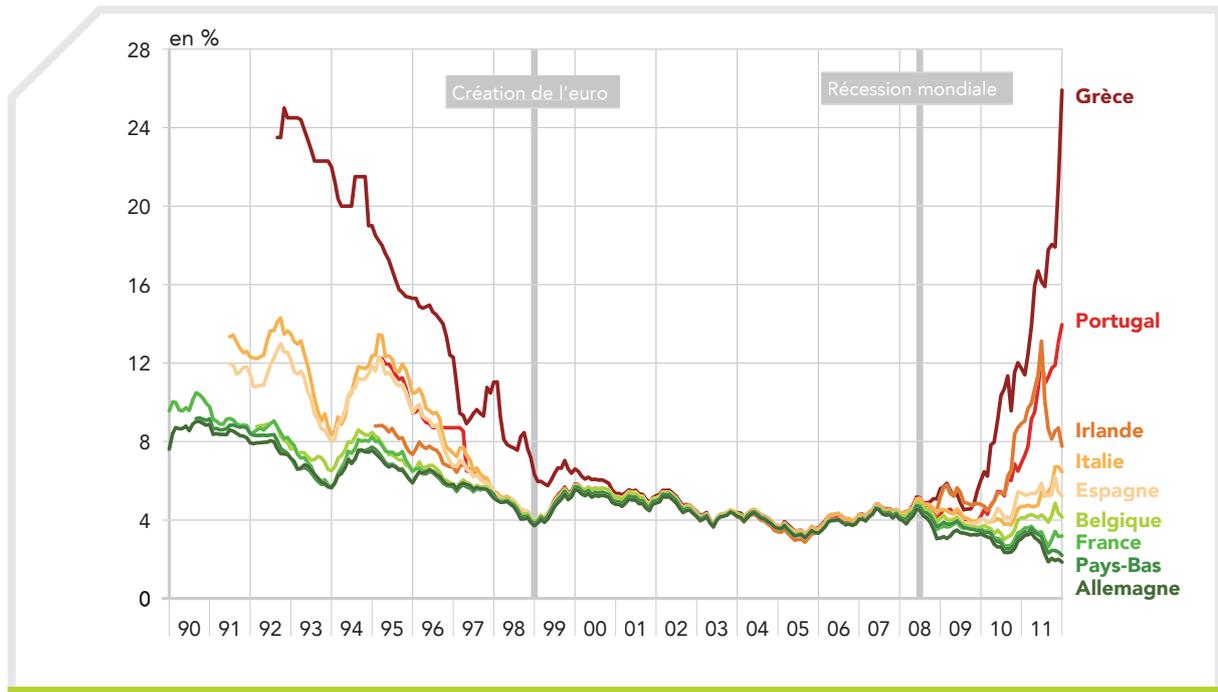
Le graphique présente l'évolution des déficits publics en pourcentage du PIB de 1970 à 2011 pour la France, l'Allemagne et trois pays qui rencontrent aujourd'hui des difficultés de refinancement : l'Italie, le Portugal et la Grèce. On observe que les déficits ont commencé à diverger dès la création de l'euro. Le choc de la crise mondiale a brutalement accéléré cette dégradation.

Nous rappelons que la plupart des pays européens ont déjà connu des déficits élevés à la fin des années quatre-vingt, après les crises du pétrole et deux récessions. Tous les pays ont alors fait d'importants efforts (aidés à ce moment par la baisse des taux d'intérêt) pour réduire leurs déficits entre 1995 et 1997, afin de respecter les critères d'entrée dans l'euro en 1999. Cette « austérité » n'a pas empêché à l'époque une reprise économique générale en Europe.

La France a, comme les autres pays, opéré un net redressement. Cependant, en 2000, elle n'a pas profité de la bonne conjoncture économique générale pour réduire suffisamment son déficit maintenu à un niveau élevé au point haut du cycle économique. Elle n'était pas très éloignée de l'Allemagne (qui supportait encore le poids de la réunification), mais elle n'a pas engagé les mêmes réformes structurelles ou elle ne l'a fait que plus tardivement. Les politiques de soutien de la consommation ont en outre pesé sur le déficit. Elle s'est donc éloignée de l'Allemagne qui, elle, avait ramené son déficit à zéro dès 2007 (et en sera à nouveau proche en 2012). **La seule issue est d'engager un effort de réduction des déficits au moins aussi important que celui réalisé dans la seconde moitié des années 1990. L'expérience prouve que cet effort est possible.**

## Restaurer rapidement la crédibilité des Etats

### Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans



L'évolution des écarts de rendement des obligations d'Etat à 10 ans révèle les différences entre les trois périodes qui ont marqué la zone euro depuis sa création. La première période a été celle de la « marche vers l'euro ». Après le Traité de Maastricht (1992), les pays européens ont mené avec succès des politiques de convergence pour respecter les règles d'accès à l'euro (convergence des déficits publics, des écarts d'inflation et de taux d'intérêt). Au début des années 2000, les taux d'intérêt des obligations d'Etat avaient même complètement convergé.

La deuxième période fut celle de « l'euro heureux ». A partir de la création de l'euro, les investisseurs ont considéré qu'il était équivalent de détenir de la dette allemande ou de la dette espagnole, ou de tout autre Etat de la zone euro. Tous les Etats avaient acquis la même « crédibilité », au moins en apparence. Le taux de rendement des obligations publiques était alors unique.

La dernière période a été marquée par le « retour des divergences ». Le choc de la récession de 2008-2009 a de nouveau dispersé les déficits publics. L'accumulation des dettes de certains Etats s'accroît et les rendements des obligations publiques s'écartent. Les écarts de rendement retrouvent même leurs niveaux d'avant l'euro !

Reconverger est encore possible. Nous y sommes déjà parvenus une fois. Mais à l'époque, l'ajustement s'était en partie opéré grâce à des dévaluations monétaires (Italie, Espagne notamment). Les dévaluations des taux de change n'étant plus possibles, les Etats devront observer une convergence plus stricte non seulement des finances publiques mais aussi de leurs mécanismes économiques internes. **Une augmentation supplémentaire de l'écart entre la France et l'Allemagne serait la pire des menaces pour l'euro car elle saperait les bases des mécanismes de stabilité.**



## Opportunités et atouts pour la France

- L'atout d'une démographie dynamique \_\_\_\_\_ **26**
- Une part de la population en âge de travailler  
dans la population totale particulièrement basse \_\_\_\_\_ **27**
- Productivité élevée, durée du travail faible, prix élevés.  
Au total, un pouvoir d'achat du PIB par habitant moyen \_\_\_\_\_ **28**
- Une durée du travail plus faible en France rend possible  
un supplément de croissance et de pouvoir d'achat \_\_\_\_\_ **29**
- La faiblesse du taux d'emploi français constitue  
une opportunité de croissance \_\_\_\_\_ **30**
- Un atout à préserver  
Un faible niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant \_\_\_\_\_ **31**
- La « signature française » est et reste l'une  
des plus crédibles du monde \_\_\_\_\_ **32**

## L'atout d'une démographie dynamique

### Evolution de la population entre 2000 et 2011



La France dispose d'une démographie particulièrement dynamique. La population française (métropole et outre-mer) est passée de 60,5 millions en 2000 à 65,1 millions en 2011, soit un accroissement de la population de +7,5 % en un peu plus d'une décennie. Deux pays seulement en Europe ont une population en plus forte expansion : l'Espagne (+15,2 % en dix ans, 46,2 millions d'habitants en 2011) et l'Irlande (+18,6 %, 4,5 millions d'habitants en 2011). La démographie du Royaume-Uni est aussi en croissance, mais à un taux plus faible que la France : sa population a augmenté de 6,2 % sur la période (62,4 millions en 2011).

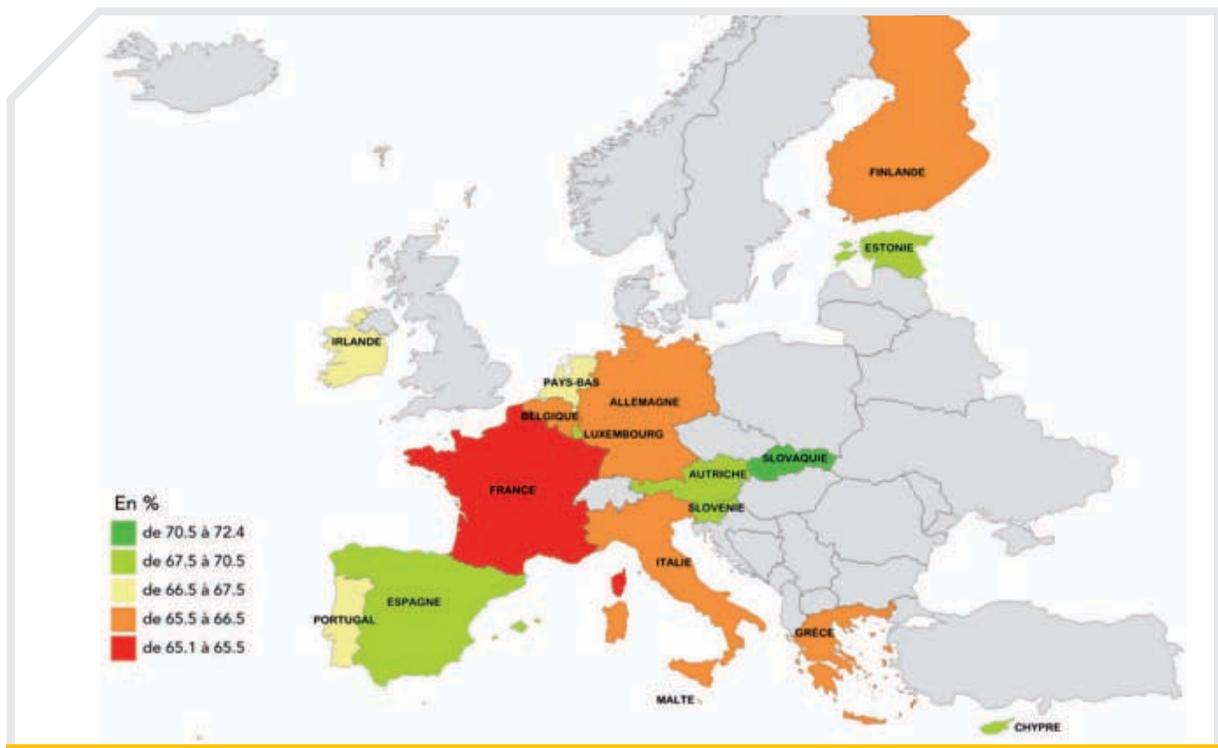
Dans une grande partie des pays européens situés dans le Centre et l'Est européen, la population diminue.

C'est notamment le cas de l'Allemagne (où la population a diminué de 0,5 % depuis 2000 (81,8 millions d'habitants) et plus encore dans plusieurs anciens pays communistes comme la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. La carte du taux d'accroissement de la population entre 2000 et 2011 montre le décalage entre la partie Ouest de l'Union européenne, en forte expansion, et la partie Est en déclin démographique.

Une population française en expansion est un atout pour la croissance. **Mais c'est aussi une contrainte car elle implique que l'économie s'adapte assez rapidement pour créer des emplois en nombre suffisant et un pouvoir d'achat nécessaire à une population plus nombreuse.**

## Une part de la population en âge de travailler dans la population totale particulièrement basse

Part de la population en âge de travailler dans la population



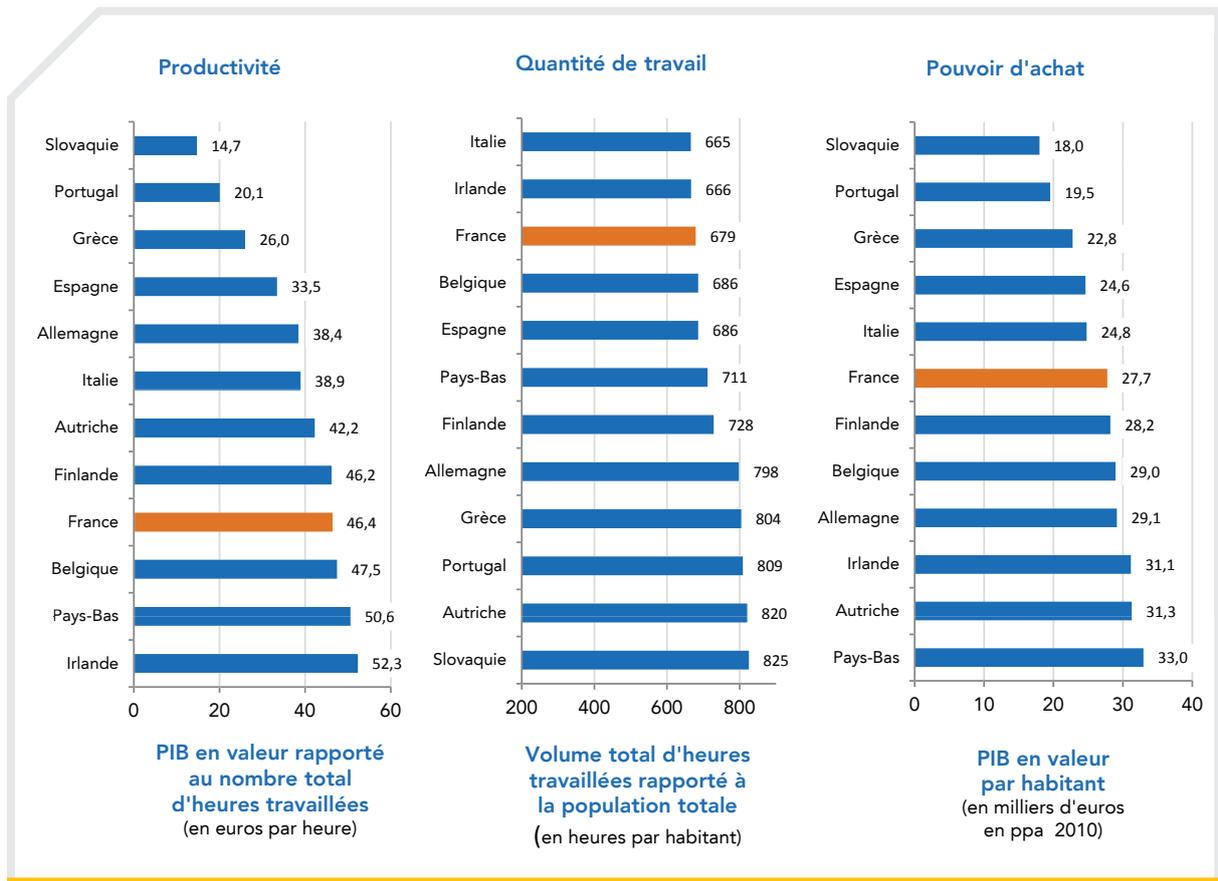
Une première contrepartie du dynamisme démographique de la France est que la part de la population en âge de travailler (population âgée de 15 à 64 ans) dans la population totale est la plus basse de tous les pays de la zone euro. Il y a en effet, en France, relativement plus de jeunes de moins de 15 ans dans la population totale (18,6 % en France contre 15,4 % en moyenne dans la zone euro). En contrepartie, la part des personnes de 15 à 64 ans dans la population totale (65,1 % en France) est plus basse qu'en moyenne dans la zone euro. Or, toutes choses égales par ailleurs, une part de la population en âge de travailler plus faible conduit à une production et donc un revenu par habitant plus faible, moins de travailleurs devant faire vivre plus de monde. Une compensation possible est la productivité de l'heure de travail (PIB rapporté au nombre total d'heures travaillées dans le pays), une autre pourrait être le nombre moyen

d'heures travaillées par personne en âge de travailler. Il s'avère que la productivité par heure de travail est plutôt élevée en France, mais que le volume moyen d'heures de travail par personne en âge de travailler est, lui, plutôt faible (voir page suivante).

Une deuxième conséquence du dynamisme démographique est que, pour maintenir le même taux d'emploi, un nombre accru de créations d'emplois est nécessaire chaque année. De même, pour maintenir le même niveau de production par habitant (le même niveau de vie), il faudrait un taux de croissance plus élevé qu'ailleurs. Le dynamisme démographique est indéniablement un atout. **C'est aussi un défi qui impliquerait un taux de croissance plus élevé et plus de capacité d'adaptation, d'innovation et de dynamisme.**

## Productivité élevée, durée du travail faible, prix élevés

■ Au total, un pouvoir d'achat du PIB par habitant moyen



La productivité par heure de travail (1 932 milliards d'euros en 2010 divisé par 42 milliards d'heures travaillées) est plutôt élevée en France. On devrait s'attendre, toutes choses égales par ailleurs, à ce que le niveau de vie français soit parmi les plus élevés. Ce n'est pas le cas car la productivité n'est pas assez forte pour compenser l'insuffisance de quantité de travail moyenne par habitant, et un niveau général des prix relativement haut en France.

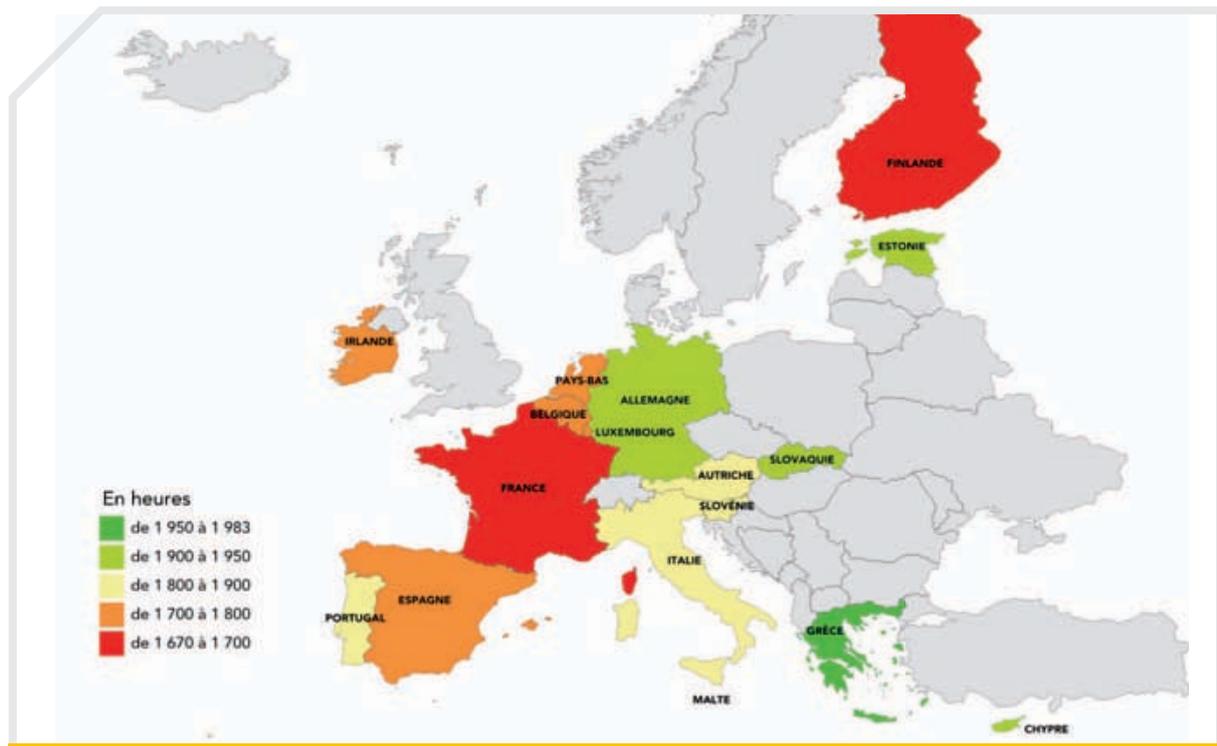
La productivité apparente du travail (première colonne) est plus élevée en France qu'en Allemagne (46,4 euros en France par heure contre 38,4 euros en 2010). Pour passer de la « productivité horaire » au pouvoir d'achat moyen par habitant, il faut d'abord tenir compte du volume moyen d'heures travaillées par habitant

(deuxième colonne). En multipliant la quantité moyenne de travail par habitant par la productivité moyenne de l'heure de travail, on obtient le PIB par habitant en euros courants. Pour comparer des pouvoirs d'achat, il faut encore tenir compte des écarts de niveaux de prix moyens dans les pays européens. Ces niveaux sont calculés par Eurostat. Le niveau de prix moyen s'avère plutôt élevé en France, à l'indice 113 contre 105 en Allemagne (voir annexe).

Au total, le « pouvoir d'achat du PIB » moyen par habitant était de 27 700 euros en France. **Il se situe comme le montrait déjà la carte de la page 20 dans la moyenne de la zone euro, au-dessous de l'Allemagne et des Pays-Bas, au-dessus des pays du Sud (Italie et Espagne).**

## Une durée du travail plus faible en France rend possible un supplément de croissance et de pouvoir d'achat

■ Durée effective annuelle moyenne de travail des salariés à temps plein en 2010



La carte illustre les différences entre les durées effectives annuelles moyennes de travail des salariés à temps plein des pays de la zone euro. Selon l'enquête *Forces de travail*, la durée annuelle de travail des travailleurs non salariés, qui représentent 11,3 % de l'emploi, est plutôt élevée en France (2 290 heures en 2010). La durée moyenne de travail des travailleurs salariés à temps partiel (qui représentent 16,3 % de l'emploi salarié, proportion faible par rapport aux autres pays) est relativement élevée (978 heures en moyenne en 2010). Cela traduit une quotité moyenne de temps partiel (c'est-à-dire la proportion par rapport au temps plein) plutôt élevée en France.

L'exception française concerne les salariés à temps plein, pour lesquels la notion de « durée du travail » est la plus significative (sur ces questions, on peut se référer au

document *La durée du travail en France et en Europe*, « Document de travail », n° 29, Coe-Rexecode, 2012). La durée effective annuelle de travail des salariés à temps plein (qui représentent 72,4 % de l'emploi salarié en France) est, avec la Finlande, la plus faible de tous les pays de la zone euro (1 679 heures en 2010, contre 1 904 heures en Allemagne et 1 813 heures en Italie). Cela n'est pas surprenant dans la mesure où la politique économique a eu au début des années 2000 pour principal objectif de faire diminuer la durée du travail.

**Une durée du travail faible peut être vue comme une limitation mais aussi comme une opportunité dans la mesure où existe de ce fait une réserve de capacité de production supplémentaire en France, sous réserve d'un fonctionnement du marché du travail plus efficace.**

## La faiblesse du taux d'emploi français constitue une opportunité de croissance

Taux d'emploi en 2010 (15-64 ans)



Le taux d'emploi est la proportion de personnes qui ont un emploi dans la population en âge de travailler (population âgée de 15 à 64 ans). En 2010, en France, 63,8 % de la population en âge de travailler avaient effectivement un emploi. Les autres, soit 36,2 % de la population en âge de travailler (14,5 millions de personnes de 15 à 64 ans), ne souhaitaient pas travailler ou se trouvaient au chômage.

Au sein de la zone euro, l'Italie et l'Espagne avaient des taux d'emploi plus faibles (respectivement de 56,9 % et de 58,6 %). L'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas avaient des taux d'emploi plus élevés (respectivement de 71,1 %, 71,7 % et 74,7 %). L'écart des taux d'emploi entre la France et l'Allemagne, soit un peu plus de

7 % de la population en âge de travailler, s'explique pour la moitié par la différence des taux de chômage (beaucoup plus bas en Allemagne). Ces situations reflètent les différences d'efficacité du marché du travail en France et en Allemagne.

La France dispose ainsi d'un potentiel important de hausse de l'emploi et de production, sous réserve que le taux d'activité augmente et que le taux de chômage diminue. **A titre d'illustration, une remontée du taux d'emploi français au niveau moyen de l'Allemagne, de l'Autriche ou des Pays-Bas permettrait, toutes choses égales par ailleurs, d'accroître le PIB de 200 milliards d'euros, soit un gain annuel de 8 000 euros en moyenne par ménage français.**

## Un atout à préserver Un faible niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant

### Emissions de CO<sub>2</sub> par habitant en 2009



L'Union européenne a émis en 2009 un peu moins de 3,8 gigatonnes de CO<sub>2</sub> (4,1 en 2008, la baisse en 2009 s'expliquant en partie par la chute de la production industrielle). Les émissions européennes représentent environ 12 % des émissions mondiales. En moyenne, les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> de l'Union européenne sont d'un peu moins de 8 tonnes par habitant, largement moins que les Etats-Unis (18 tonnes par habitant), légèrement plus que la Chine (5,3 tonnes par habitant).

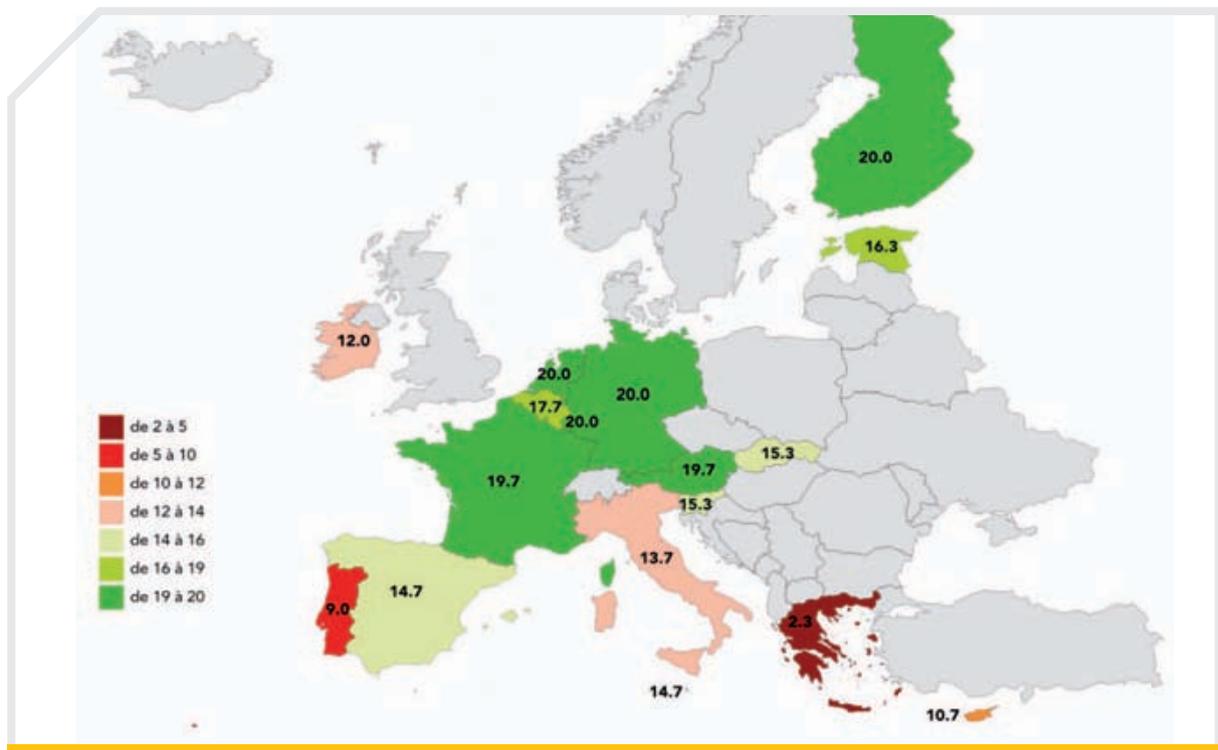
Comme le montre la carte ci-dessus, les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant diffèrent fortement au sein de l'Union européenne. La France se caractérise par un très faible niveau d'émissions par habitant (5,9 tonnes par français et par an), proche de certains pays d'Europe orientale

dont le PIB par habitant est beaucoup plus faible. L'Allemagne (9,6 tonnes par habitant) émet deux fois plus d'émissions que la France alors que sa population n'est supérieure que de 30 %.

Le faible niveau des émissions de CO<sub>2</sub> en France s'explique notamment par la faiblesse des émissions associées à la production d'électricité. Le parc français de centrales nucléaires, qui n'émettent pas ou très peu de dioxyde de carbone, assure environ 75 % de la production d'électricité. **Alors que les quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> vont être rendus payants en Europe à partir de 2013, le faible niveau des émissions en France est un atout à préserver.**

## La « signature française » est et reste l'une des plus crédibles du monde

Moyenne des notations des agences Fitch, Standard & Poor's et Moody's (13 février 2012)



Au début 2011, une agence de notation dégradait d'un ou deux crans dans son échelle de notation la note de huit Etats de la zone euro (Autriche, Chypre, France, Italie, Malte, Slovaquie, Slovénie et Espagne). Puis, une seconde agence abaissait de un ou deux crans la note de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, Chypre et la Slovénie. Début février enfin, une troisième agence dégradait la notation de six pays de la zone (Italie, Malte, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Espagne). Les marchés ont accueilli avec sérénité ces changements de notation.

Les échelles de notation des agences comprennent 20 échelons. Nous avons déterminé une notation globale en calculant la moyenne des notes de la dette souveraine des pays de la zone euro attribuées par

les trois agences. Les pays dont la note de la dette souveraine est la plus faible se situent en périphérie de la zone euro. Ce sont aussi les pays pour lesquels la compétitivité s'est dégradée, dont les taux de chômage sont les plus élevés et dont les niveaux de PIB par habitant sont relativement les plus faibles.

La France ne fait pas aujourd'hui partie de ces pays en difficulté. Avec une note de 19,7, elle est l'un des pays les plus crédibles de la zone euro, très proche de l'Allemagne. **Cependant, il est certain qu'une divergence croissante avec l'Allemagne poserait un problème aux dispositifs de stabilité mis en place, raviverait la crise financière et pourrait même menacer l'existence de la zone euro.**

## Quelques enseignements de ces comparaisons

La crise de la zone euro ne doit pas être lue comme une crise de l'ensemble, mais plutôt comme **le résultat des divergences** économiques et financières qui se sont accentuées entre des territoires nationaux ayant adopté la même monnaie.

Ces divergences ont entraîné des écarts croissants entre les taux d'intérêt nationaux, **une augmentation dramatique des déficits publics** et elles ont conduit certains Etats à ne plus pouvoir se financer. Elles sont manifestes aussi sur l'évolution des **parts de marché**, des soldes des **échanges extérieurs** et des **taux de chômage** des pays de la zone euro.

Ces divergences et leurs impacts se font particulièrement ressentir, aujourd'hui, sur notre territoire :

- **Sur nos parts de marché à l'international**, d'abord : la France affiche depuis dix ans le plus fort recul des parts de marché à l'exportation. Son écart avec l'Allemagne, qui était négligeable il y a dix ans, s'est creusé de 250 milliards d'euros, soit 13 points de notre PIB.
- **Sur notre coût du travail**, ensuite : au cours de cette même période, le coût salarial unitaire a augmenté en France dans une proportion intermédiaire entre l'Allemagne et les pays d'Europe du Sud, qui sont actuellement en difficulté. L'écart d'évolution en dix ans du coût salarial unitaire entre la France et l'Allemagne est de l'ordre de 20 %. **La désindustrialisation** a été particulièrement rapide en France.

- **Sur nos finances publiques**, enfin : le poids de la **dépense publique dans le PIB** est, en France, le plus lourd des pays de la zone euro. L'écart avec l'Allemagne représente plus de 150 milliards d'euros, soit une fois et demi notre déficit public.

Pourtant, la France dispose d'un **atout majeur** trop peu mis en valeur, qui est une démographie dynamique. La productivité horaire du travail est élevée en France mais cet avantage est compensé par une faible quantité de travail moyenne par habitant et par un niveau général des prix et des coûts relativement élevé. Ces faibles niveaux de la durée du travail et du taux d'emploi peuvent devenir des **opportunités de croissance** à condition que le marché du travail soit rendu plus efficace.

Il est crucial de **mettre fin, en priorité, aux écarts** de taux d'intérêt public entre la France et l'Allemagne, pays qui sont les principaux garants de l'euro et conservent tous deux une très **forte crédibilité**. Les divergences au sein des pays de la zone euro ne sont pas inéluctables. Au milieu des années 90, les Etats européens, dans une situation analogue, étaient parvenus à mettre fin à leurs déficits excessifs pour converger et créer ensemble l'euro, en 1999. Aujourd'hui, une **nouvelle convergence** est nécessaire pour assurer la stabilité et la viabilité de la zone euro et pour **retrouver la croissance**. C'est même l'objet du nouveau Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe.

La France a l'atout d'une démographie dynamique. Une population plus nombreuse exige que notre économie fasse preuve d'une plus grande **capacité d'adaptation** et mobilise toutes ses ressources.



# I Annexes

## Sommaire

### Cartes et graphiques

Vous trouverez ici le sommaire des données qui nous ont servi à établir les cartes et graphiques.

	Cartes & graphiques	Données
Pays membres de la zone euro (situation au 1er janvier 2012)	page 7	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans, en %	page 8	page 37
Soldes des échanges extérieurs de biens et services en points de PIB pour des pays de la zone euro (2000-2011)	page 9	page 38
Déficit public en % du PIB en 2011	page 10	page 38
Dettes publiques en point de PIB	page 11	page 39
Part des exportations de biens et services de chaque pays en valeur dans les exportations totales de la zone euro	page 14	page 39
Coûts salariaux unitaires dans le secteur marchand non agricole pour plusieurs pays de la zone euro	page 15	page 40
Dépenses publiques en % du PIB	page 16	page 40
Evolution de la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB entre 2000 et 2011	page 17	page 41
Part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB en 2010	page 18	page 41
Taux de chômage harmonisé fin 2011	page 19	page 42
PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat pour l'année 2011	page 20	page 42
Déficit public en % du PIB (période 1970-2011)	page 22	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans	page 23	
Population en 2000 et variations de 2010 à 2011	page 26	page 43
Part de la population en âge de travailler	page 27	page 44
Parité de pouvoir d'achat dans les pays de la zone euro	page 28	page 44
Durée effective annuelle moyenne de travail des salariés à temps plein en 2010	page 29	page 45
Taux d'emploi en 2010 (15-64 ans)	page 30	page 45
Emissions de CO <sub>2</sub> par habitant en 2009	page 31	page 46
Moyenne des notations des agences Fitch, Standard 1 Poor's et Moody's (13 février 2012)	page 32	page 47



## Graphique page 8

Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans, en %

	Allemagne	Pays-Bas	France	Belgique	Espagne	Italie	Irlande	Portugal	Grèce
janv.-10	3,3	3,5	3,5	3,6	4,0	4,0	4,8	4,2	6,0
févr.-10	3,2	3,4	3,4	3,7	4,0	4,0	4,7	4,5	6,5
mars-10	3,1	3,4	3,4	3,6	3,9	3,9	4,5	4,3	6,2
avr.-10	3,1	3,3	3,4	3,6	3,9	3,9	4,7	4,8	7,8
mai-10	2,8	3,0	3,1	3,3	4,1	4,0	5,0	5,0	8,0
juin-10	2,6	2,9	3,1	3,5	4,6	4,1	5,4	5,5	9,1
juil.-10	2,6	2,9	3,0	3,3	4,4	4,0	5,4	5,4	10,3
août-10	2,4	2,6	2,7	3,0	4,1	3,8	5,3	5,2	10,7
sept.-10	2,3	2,5	2,7	3,1	4,2	3,8	6,2	6,0	11,3
oct.-10	2,4	2,6	2,7	3,2	4,1	3,7	6,5	6,0	9,6
nov.-10	2,5	2,8	3,0	3,5	4,7	4,1	8,4	6,8	11,5
déc.-10	2,9	3,2	3,3	4,0	5,4	4,6	8,7	6,5	12,0
janv.-11	3,1	3,2	3,4	4,1	5,4	4,7	8,9	6,9	11,7
févr.-11	3,2	3,4	3,6	4,1	5,3	4,7	9,1	7,3	11,4
mars-11	3,2	3,3	3,6	4,2	5,3	4,8	9,7	7,7	12,4
avr.-11	3,3	3,6	3,7	4,3	5,4	4,7	9,9	9,1	13,9
mai-11	3,1	3,4	3,5	4,2	5,3	4,7	10,7	9,5	15,9
juin-11	3,0	3,3	3,4	4,1	5,5	4,8	11,4	10,7	16,7
juil.-11	2,8	3,2	3,4	4,3	5,9	5,4	13,1	12,4	16,2
août-11	2,3	2,7	3,0	4,1	5,3	5,2	10,1	10,9	15,9
sept.-11	1,9	2,3	2,6	3,9	5,2	5,5	8,6	11,3	17,8
oct.-11	2,0	2,5	3,0	4,2	5,3	5,7	8,1	11,7	18,0
nov.-11	1,9	2,4	3,4	4,9	6,2	6,7	8,5	11,9	17,9
déc.-11	2,0	2,4	3,2	4,4	5,4	6,7	8,7	13,1	17,9
janv.-12	1,9	2,2	3,2	4,2	5,2	6,5	7,8	14,0	25,9

Source : Global Insight

## Graphique page 9

Soldes des échanges extérieurs de biens et services  
en points de PIB pour des pays de la zone euro (2000-2011)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Pays-Bas	5,5	5,8	6,5	6,3	7,4	8,5	7,7	8,2	8,3	6,8	7,5	7,6
Allemagne	0,3	2,0	4,5	3,9	5,0	5,2	5,6	7,0	6,2	5,0	5,5	5,2
Autriche	1,7	2,2	4,8	3,5	3,8	4,0	5,1	5,7	5,8	4,8	4,3	3,7
Belgique	2,9	3,6	5,7	5,4	4,9	3,9	3,8	3,8	0,9	2,7	2,7	2,0
Finlande	9,1	9,4	9,2	6,8	6,5	4,1	4,7	5,1	3,8	1,6	0,9	-0,2
Espagne	-3,1	-2,5	-2,1	-2,4	-4,0	-5,3	-6,4	-6,7	-5,8	-1,9	-2,1	-1,2
Italie	1,0	1,4	0,9	0,5	0,7	-0,1	-0,8	-0,3	-0,8	-0,5	-1,9	-2,1
<b>France</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,5</b>	<b>-2,1</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,3</b>	<b>-3,4</b>
Portugal	-11,0	-10,2	-8,3	-6,8	-8,3	-9,4	-8,7	-8,0	-10,1	-7,4	-7,2	-4,2
Grèce	-13,5	-13,2	-13,5	-12,3	-10,1	-9,3	-10,8	-13,5	-14,4	-11,4	-8,9	-6,7

Source : Comptes nationaux

## Carte page 10

Déficit public  
(en % du PIB en 2011)

Irlande	-10,3
Grèce	-8,9
Espagne	-8,5
Chypre	-6,7
Slovaquie	-5,8
Portugal	-5,8
Slovénie	-5,7
<b>France</b>	<b>-5,4</b>
Pays-Bas	-4,3
Italie	-3,8
Belgique	-3,7
Autriche	-3,4
Malte	-3,0
Finlande	-1,2
Allemagne	-1,0
Luxembourg	-0,6
Estonie	0,8

Source : Ameco ou évaluations plus récentes pour certains pays

## Graphique page 11

**Dettes publiques en point de PIB**  
(dans l'hypothèse théorique où les déficits de 2012 seraient maintenus jusqu'en 2007)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	60,2	59,1	60,7	64,4	66,3	68,6	68,1	65,2	66,7	74,4	83,2
Espagne	59,4	55,6	52,6	48,8	46,3	43,1	39,6	36,2	40,1	53,8	61,0
<b>France</b>	<b>57,3</b>	<b>56,9</b>	<b>58,8</b>	<b>62,9</b>	<b>64,9</b>	<b>66,4</b>	<b>63,7</b>	<b>64,2</b>	<b>68,2</b>	<b>79,0</b>	<b>82,3</b>
Italie	108,5	108,2	105,1	103,9	103,4	105,4	106,1	103,1	105,8	115,5	118,4

Source : Eurostat, comptes nationaux

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Allemagne	81,5	81,6	81,1	80,5	80,0	79,5	78,9
Espagne	70,1	78,1	85,1	91,0	97,0	103,3	109,7
<b>France</b>	<b>87,0</b>	<b>90,7</b>	<b>94,3</b>	<b>97,4</b>	<b>100,7</b>	<b>103,9</b>	<b>107,2</b>
Italie	121,4	125,3	128,9	129,9	130,9	131,9	133,0

Source : simulation Coe-Rexecode à partir de 2013 sur des données FMI

## Carte page 14

**Part des exportations de biens et services de chaque pays**  
en valeur dans les exportations totales de la zone euro

	2000	2010	Variations de 2000 à 2010 de la part de marché
Belgique	7,9	7,6	-0,3
Allemagne	27,4	30,9	3,6
Estonie	0,2	0,3	0,1
Irlande	4,1	4,2	0,1
Grèce	1,4	1,3	-0,1
Espagne	7,3	7,6	0,2
<b>France</b>	<b>16,6</b>	<b>13,1</b>	<b>-3,5</b>
Italie	12,9	11,1	-1,8
Chypre	0,2	0,2	0,0
Luxembourg	1,3	1,8	0,5
Malte	0,2	0,2	0,0
Pays-Bas	11,7	12,3	0,5
Autriche	3,9	4,1	0,3
Portugal	1,5	1,4	0,0
Slovénie	0,5	0,6	0,2
Slovaquie	0,6	1,4	0,8
Finlande	2,3	1,9	-0,4
	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>

Source : Comptes nationaux

## Graphique page 15

Coûts salariaux unitaires dans le secteur marchand non agricole pour plusieurs pays de la zone euro  
Base 100 moyenne de l'année 2000

	Slovaquie	Estonie	Italie	Chypre	Portugal	Espagne	France	Slovénie	Finlande	Belgique	Pays-Bas	Autriche	Irlande	Allemagne
2000	100	100	100	100	100	100	100,0	100	100	100	100	100	100	100
2001	99,5	104,9	103,2	102,2	103,8	103,3	102,8	100,8	103,5	104,1	104,6	100,3	103,2	99,4
2002	104,8	109,1	107,8	108,8	108,7	106,8	105,8	101,7	103,8	105,6	108,9	100,3	100,6	99,2
2003	113,7	113,3	111,9	111,2	113,5	110,5	107,2	100,2	104,3	105,2	110,6	101,3	103,4	99,6
2004	121,9	118,1	114,5	116,4	115,3	113,1	108,6	102,3	103,0	104,9	110,0	100,4	106,0	98,7
2005	133,0	123,7	117,9	120,5	120,8	117,1	110,1	103,8	105,3	105,1	108,4	100,7	114,6	96,8
2006	139,6	137,1	120,3	123,0	122,3	121,3	111,8	104,1	104,9	107,1	109,0	101,2	119,4	94,2
2007	162,7	160,0	123,9	122,6	122,9	126,4	113,4	107,0	104,5	109,6	110,7	102,3	122,7	93,2
2008	182,9	181,8	131,0	124,9	126,5	132,1	117,5	113,6	111,3	113,3	114,2	106,4	126,9	96,2
2009	196,5	184,2	137,3	127,8	130,5	131,6	120,2	123,1	120,2	117,0	119,3	111,4	112,9	101,9
2010	191,7	170,9	135,7	129,8	131,3	127,4	120,7	121,3	116,8	116,4	116,6	110,5	103,5	100,0
2011	194,4	171,4	137,7	131,2	131,1	126,2	122,9	120,5	120,0	118,6	116,8	110,9	107,2	101,0

Source : comptes nationaux trimestriels

## Tableau page 16

Dépenses publiques en pourcentage du PIB

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Moyenne 2005-2010
Slovaquie	38	36,5	34,2	34,9	41,5	40	37,5
Estonie	33,6	33,6	34	39,5	45,2	40,6	37,8
Luxembourg	41,5	38,6	36,3	37,1	43	42,5	39,8
Espagne	38,4	38,4	39,2	41,5	46,3	45,6	41,6
Malte	44,6	44,4	42,9	44	43,3	42,9	43,7
Irlande	33,8	34,3	36,6	42,8	48,9	66,8	43,9
Allemagne	46,9	45,3	43,5	44	48,1	47,9	46,0
Slovénie	45,3	44,6	42,5	44,2	49,3	50,1	46,0
Portugal	45,6	44,4	44,4	44,8	49,9	51,3	46,7
Pays-Bas	44,8	45,5	45,3	46,2	51,5	51,2	47,4
Grèce	44,6	45,2	47,6	50,6	53,8	50,2	48,7
Italie	47,9	48,5	47,6	48,6	51,6	50,3	49,1
Autriche	50	49,1	48,6	49,3	52,9	52,5	50,4
Belgique	52,1	48,6	48,3	49,9	53,8	52,9	50,9
Finlande	50,4	49,2	47,4	49,3	55,9	55,3	51,3
<b>France</b>	<b>53,6</b>	<b>53</b>	<b>52,6</b>	<b>53,3</b>	<b>56,7</b>	<b>56,6</b>	<b>54,3</b>

Source : Comptes nationaux

## Cartes pages 17 et 18

Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière  
dans le PIB en 2000 et 2010

	2000	2010	Variation 2000-2010
Grèce	9,8	9,6	-0,2
Estonie	15,8	14,9	-0,9
Autriche	18,4	17,3	-1,1
Pays-Bas	13,9	11,9	-2,0
Allemagne	20,8	18,7	-2,1
Slovaquie	22,0	18,8	-3,2
Chypre	9,3	6,0	-3,3
Portugal	15,4	11,8	-3,6
Italie	18,6	15,0	-3,7
Slovénie	22,4	18,3	-4,1
Belgique	17,1	13,1	-4,1
Luxembourg	10,1	5,5	-4,6
Espagne	16,8	12,2	-4,7
<b>France</b>	<b>14,4</b>	<b>9,3</b>	<b>-5,1</b>
Finlande	23,0	16,4	-6,7
Irlande	28,9	21,8	-7,1
Malte	19,5	11,8	-7,7

Source : Eurostat, comptes nationaux annuels par branches

## Carte page 19

Taux de chômage harmonisé en 2011

	janv-11	févr-11	mars-11	avr-11	mai-11	juin-11	juil-11	août-11	sept-11	oct-11	nov-11	déc-11
Autriche	4,4	4,5	4,3	4,1	4,2	3,9	3,7	3,7	3,9	4,1	4,1	4,1
Pays-Bas	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2	4,1	4,3	4,4	4,5	4,8	4,9	4,9
Luxembourg	4,7	4,7	4,7	4,7	4,8	4,8	4,9	4,9	5	4,9	4,9	5,2
Allemagne	6,4	6,3	6,2	6,1	6	5,9	5,9	5,8	5,8	5,7	5,6	5,5
Malte	6,5	6,5	6,4	6,6	6,6	6,5	6,5	6,4	6,4	6,4	6,5	6,5
Belgique	7,3	7,1	7	7	7,1	7,2	7,3	7,4	7,4	7,3	7,2	7,2
Finlande	8	8	8	7,9	7,8	7,8	7,8	7,7	7,7	7,6	7,6	7,6
Slovénie	8,1	8,1	8,1	8	7,9	8	8,1	8	8,2	8,2	8,2	8,2
Italie	8,2	8,1	8,2	8,2	8,3	8,2	8,3	8,3	8,6	8,5	8,8	8,9
Chypre	6,5	6,7	6,9	7	7,3	7,4	7,7	8	8,4	8,7	9	9,3
<b>France</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>	<b>9,7</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>
Portugal	12,4	12,4	12,4	12,5	12,6	12,5	12,6	12,6	12,8	13	13,2	13,6
Slovaquie	13,6	13,4	13,3	13,3	13,3	13,3	13,4	13,4	13,4	13,5	13,5	13,4
Irlande	14,4	14,3	14,2	14,2	14,2	14,4	14,6	14,6	14,4	14,4	14,4	14,5
Grèce	14,7	15	15,7	16,1	16,9	17,2	17,9	18,4	18,8	19,2		
Espagne	20,5	20,7	20,8	20,8	21	21,3	21,7	22,1	22,4	22,7	22,9	22,9
Estonie	13,6	13,6	13,6	12,7	12,7	12,7	11,3	11,3	11,3			
Zone euro (17 pays)	10	10	10	9,9	10	10	10,1	10,2	10,3	10,3	10,4	10,4

Source : Eurostat

## Carte page 20

PIB par habitant pour l'année 2010 (en euros ppa 2010)

	PIB par habitant en valeur	Indice de PPA	PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat
Estonie	10 724	68	15 735
Slovaquie	12 088	67	17 982
Portugal	16 235	83	19 542
Malte	14 826	73	20 236
Slovénie	17 329	84	20 735
Grèce	20 886	92	22 756
Chypre	22 521	89	25 232
Espagne	22 905	93	24 613
Italie	25 894	104	24 786
<b>France</b>	<b>31 427</b>	<b>113</b>	<b>27 736</b>
Finlande	33 624	119	28 204
Allemagne	30 651	105	29 134
Belgique	32 549	112	28 955
Autriche	34 634	111	31 282
Irlande	34 950	112	31 145
Pays-Bas	35 913	109	32 971
Luxembourg	82 413	120	68 729

Source : Comptes nationaux, Eurostat

## Graphique page 22

Note : En 1995, le déficit public allemand atteignait 9,7 points de PIB dont 7,5 points de PIB provenait de la reprise par le Fonds d'amortissement des dettes héritées des engagements de l'Agence Treuhand qui gérait les entreprises nationalisées de l'ancienne Allemagne de l'Est. Pour plus de lisibilité du graphique, nous avons retenu le niveau du déficit public qui serait advenu en 1995 sans cette reprise.

## Carte page 26

Population en 2011 et variation de 2000 à 2011

	Population en 2011 (en millions)	Taux de variation de la population entre 2000 et 2011 (en %)
Lituanie	3,2	-7,9
Bulgarie	7,4	-7,0
Lettonie	2,2	-6,0
Roumanie	21,1	-4,7
Hongrie	10,0	-2,6
Estonie	1,3	-2,3
Pologne	38,0	-1,1
Allemagne	81,8	-0,5
Slovaquie	5,4	0,7
République Tchèque	10,5	2,2
Slovénie	2,0	2,3
Grèce	11,2	2,4
Danemark	5,5	2,9
Finlande	5,4	3,7
Pays-Bas	16,7	5,0
Autriche	8,4	5,1
Portugal	10,8	5,2
Suède	9,3	5,4
Belgique	10,7	5,5
Italie	60,3	5,6
Malte	0,4	5,7
Royaume-Uni	62,6	6,3
<b>France</b>	<b>65,2</b>	<b>7,4</b>
Chypre	0,9	13,0

Source : FMI

## Carte page 27

Structure par âge de la population en 2010 (en % du total)

	Moins de 15 ans	De 15 à 64 ans	65 ans ou plus
<b>France</b>	<b>18,6</b>	<b>65,1</b>	<b>16,3</b>
Italie	14,1	65,9	20,0
Belgique	16,9	65,9	17,2
Finlande	16,6	66,2	17,2
Allemagne	13,2	66,3	20,5
Grèce	14,5	66,5	19,1
Zone euro	15,4	66,5	18,1
Portugal	15,2	66,9	17,9
Irlande	21,5	67,1	11,4
Pays-Bas	17,7	67,4	14,9
Estonie	15,2	67,7	17,1
Autriche	15,0	67,9	17,1
Espagne	15,1	68,2	16,7
Luxembourg	18,1	68,6	13,3
Chypre	17,8	69,3	12,9
Slovénie	14,1	69,4	16,5
Malte	15,4	69,5	15,1
Slovaquie	15,4	72,4	12,2

Source : Eurostat, Enquêtes Forces de travail

## Tableau page 28

Parité de pouvoir d'achat  
dans les pays de la zone euro

Slovaquie	68
Estonie	68
Malte	73
Portugal	83
Slovénie	83
Chypre	89
Grèce	92
Espagne	93
Italie	105
Allemagne	105
Pays-Bas	109
Autriche	111
Irlande	112
Belgique	112
<b>France</b>	<b>113</b>
Finlande	119
Luxembourg	120

Source : Eurostat

Note : le PIB par habitant français serait de 26,2 et non 27,7 si on retenait la population totale et non la population issue de l'enquête Forces de travail qui ne tient pas compte de la population hors métropole, le PIB par heure travaillée serait de 44,1 au lieu de 46,4.

## Carte page 29

### Durée effective annuelle moyenne de travail en 2010

	Salariés à temps plein	Salariés à temps partiel	Non salariés à temps plein
Malte	1 983	1 050	2 325
Grèce	1 971	1 031	2 344
Estonie	1 946	1 059	2 108
Slovaquie	1 930	1 008	2 209
Chypre	1 913	958	2 209
Allemagne	1 904	883	2 459
Portugal	1 877	931	2 224
Autriche	1 840	926	2 551
Italie	1 813	1 042	2 189
Slovénie	1 811	902	2 240
Irlande	1 798	876	2 255
Espagne	1 798	879	2 074
Luxembourg	1 797	928	2 064
Pays-Bas	1 795	920	2 289
Belgique	1 765	1 068	2 402
<b>France</b>	<b>1 679</b>	<b>978</b>	<b>2 453</b>
Finlande	1 670	890	2 192

Source : Eurostat, Enquête *Forces de Travail*

## Carte page 30

### Taux d'emploi en 2010 et variation du taux d'emploi entre 2005 et 2010 (15-64 ans)

	2010	Variation 2010-2005
Allemagne	71,1	5,1
Autriche	71,7	3,1
Belgique	62	0,9
Chypre	69,7	1,2
Espagne	58,6	-4,7
Estonie	61	-3,4
Finlande	68,1	-0,3
<b>France</b>	<b>63,8</b>	<b>0,1</b>
Grèce	59,6	-0,5
Irlande	60	-7,6
Italie	56,9	-0,7
Luxembourg	65,2	1,6
Malte	56,1	2,2
Pays-Bas	74,7	1,5
Portugal	65,6	-1,9
Slovaquie	58,8	1,1
Slovénie	66,2	0,2

Source : Eurostat, Enquête *Forces de Travail*. Les comptes nationaux s'écartent un peu de ces chiffres.

## Carte page 31

Emissions de CO<sub>2</sub> (en millions de tonnes et en tonnes par habitant)

	2009		2008	
	MtCO <sub>2</sub>	tCO <sub>2</sub> /hab	MtCO <sub>2</sub>	tCO <sub>2</sub> /hab
Lettonie	7	3,1	8,2	3,6
Lituanie	13	3,9	15	4,5
Roumanie	85,9	4	104,7	4,9
Hongrie	50,4	5	56,1	5,6
Suède	46,6	5	52	9,5
Portugal	56,1	5,3	59,4	5,6
<b>France</b>	<b>377,8</b>	<b>5,9</b>	<b>394,9</b>	<b>6,2</b>
Bulgarie	45,8	6	49,9	5,4
Malte	2,5	6,1	2,7	6,4
Espagne	296,9	6,5	322	7
Slovaquie	35,1	6,5	39,1	7,2
Italie	417,2	6,9	466	7,8
Royaume-Uni	480,6	7,8	531,8	8,7
Slovénie	16	7,9	17,9	8,9
Pologne	310,4	8,1	334,7	7,3
Autriche	67,5	8,1	73,9	8,9
Norvège	42,8	8,9	45,3	5,9
Danemark	49,5	9	54,3	7,1
Grèce	104,3	9,2	110,1	9,8
Irlande	42,4	9,5	44,4	9,3
Allemagne	788,8	9,6	848	10,3
Belgique	108,3	10	119,1	11,1
Pays-Bas	169,8	10,3	175,3	10,7
Finlande	55,4	10,4	58,2	11
Estonie	14,3	10,7	17,2	12,8
République Tchèque	113,4	10,8	120,4	11,6
Luxembourg	10,7	21,5	11,3	23,1

Citation : Climate Analysis Indicators Tool (CAIT UNFCCC) Version 5.0.

## Carte page 32

Notation des agences sur la dette souveraine  
des pays membres de la zone euro et moyenne des notations

	FitchRatings		Standard & Poor's		Moody's		Note moyenne des trois agences
	Note de l'agence sur la dette souveraine	Note sur une échelle de 20	Note de l'agence sur la dette souveraine	Note sur une échelle de 20	Note de l'agence sur la dette souveraine	Note sur une échelle de 20	
Finlande	AAA	20	AAA	20	Aaa	20	20,0
Allemagne	AAA	20	AAA	20	Aaa	20	20,0
Luxembourg	AAA	20	AAA	20	Aaa	20	20,0
Pays-Bas	AAA	20	AAA	20	Aaa	20	20,0
Autriche	AAA	20	AA+	19	Aaa	20	19,7
<b>France</b>	<b>AAA</b>	<b>20</b>	<b>AA+</b>	<b>19</b>	<b>Aaa</b>	<b>20</b>	<b>19,7</b>
Belgique	AA	18	AA	18	Aa3	17	17,7
Estonie	A+	16	AA-	17	A1	16	16,3
Slovénie	A	15	A+	16	A2	15	15,3
Slovaquie	A+	16	A	15	A2	15	15,3
Espagne	A	15	A	15	A3	14	14,7
Malte	A+	16	A-	14	A3	14	14,7
Italie	A-	14	BBB+	13	A3	14	13,7
Irlande	BBB+	13	BBB+	13	Ba1	10	12,0
Chypre	BBB-	11	BB+	10	Baa3	11	10,7
Portugal	BB+	10	BB	9	Ba3	8	9,0
Grèce	CCC	4	CC	2	Ca	1	2,3
Moyenne zone euro pondérée par le poids des PIB		17,6		17,1		17,2	17,3
Moyenne zone euro pondérée par le poids des dettes		17,0		16,4		16,6	16,7

Explication : les notations des agences sont des lettres. Nous les transposons en note sur 20 puisque les différentes échelles de notation comptent 20 niveaux. Nous faisons alors la moyenne des notes des trois agences.



Jamais l'écart de compétitivité industrielle entre la France et l'Allemagne ne s'est autant creusé que depuis dix ans. Cette situation menace l'emploi en France et à terme la cohésion de la zone euro.

La France a perdu au cours des années récentes le seul avantage comparatif qui était le sien, celui de prix moins élevés. L'explication est simple. Au moment même où ils faisaient l'euro, l'Allemagne et la France ont adopté des politiques opposées : profondes réformes du marché du travail pour libérer la compétitivité côté allemand, restrictions du travail rigides et coûteuses côté France. Avant l'euro, la France reconstituait périodiquement sa compétitivité en dévaluant le franc par rapport au mark. Aujourd'hui, la donne a changé. Nous devons

compter sur nous-mêmes. Mettre un terme à la divergence industrielle entre la France et l'Allemagne est à notre portée. Il nous faut accepter pour cela un « Pacte de compétitivité ».

Ce livre qui analyse sans concession nos forces et nos faiblesses, propose des solutions. Il s'adresse aux responsables politiques et aux partenaires économiques et sociaux ainsi qu'aux enseignants et à tous ceux qui se sentent concernés par notre avenir industriel et l'emploi dans notre pays.

**12,00 euros** - Editions Economica, Paris, 2011.



**Coe-Rexecode**

Centre d'Observation Économique et de Recherches pour  
l'Expansion de l'Économie et le Développement des Entreprises

29, avenue Hoche, 75008 Paris  
www.coe-rexecode.fr - www.twitter.com/CoeRexecode  
Téléphone : +33 (0)1 53 89 20 89 - Fax : +33 (0)1 53 96 02 96  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
APE 9412 Z - SIRET 784 361 164 00030 - TVA FR 80 784 361 164